

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2606 - MERCREDI 11 MAI 2015

ENSEIGNEMENT

Le calendrier scolaire 2015-2016 maintenu



Des élèves dans une salle de classe

Après une tournée d'inspection dans des établissements scolaires du département du Pool, le ministre de l'Enseignement primaire et secondaire a estimé que le programme des examens d'Etat au titre de l'année scolaire 2015-2016 sera respecté, en dépit des craintes suscitées par les attaques du 4 avril.

« Nous avons écouté les autorités locales, les cadres de l'administration scolaire, les équipes de maîtrise et les élèves eux-mêmes. Et vous avez suivi avec nous, les élèves nous ont témoigné leur détermination, ils sont prêts à affronter les examens d'Etat aux dates prévues », a indiqué Anatole Collinet Makosso à la fin de la visite.

Selon ce programme, l'année scolaire prendra fin le 28 juin prochain par l'organisation du CEPE. Les épreuves du Baccalauréat débiteront le 1^{er} juin et celles du BEPC le 21 juin.

Page 5

COOPÉRATION

Jean-Pierre Vidon note une évolution positive des échanges commerciaux entre la France et le Congo

L'ambassadeur de France au Congo, arrivé au terme de sa mission, a indiqué lundi, au cours d'une réception, que l'un des points positifs de son mandat a été la progression des exportations françaises vers le Congo, malgré un contexte économique morose.

Ces exportations, a-t-il précisé, ont augmenté de 13% faisant passer le Congo du 3^{ème} au 1^{er} rang en Afrique centrale.

Jean-Pierre Vidon forme pour le Congo, le souhait d'une paix durable et exhorte toutes les sensibilités du pays au dialogue et au rassemblement.

Page 6



Jean-Pierre Vidon

POINTE-NOIRE

L'espace Tati- Loutard accueille une exposition sur le Kiébé-Kiébé

L'exposition constituée de plus de 100 marottes est organisée par Yves Dubois et l'écrivain Emmanuel Okamba, en partenariat avec la société Total E&P et le quotidien Les Dépêches de Brazzaville qui en a déjà exposé au Brésil et à Cuba.

Sont également prévues la présentation de la société initiatique du Kiébé-Kiébé et l'exécution de la danse Kiébé-Kiébé par des initiés.

Page 15

MINISTÈRE DES SPORTS

Léon Alfred Opimbat pour un développement national des sports

Reconduit à la tête de ce département, le ministre des Sports et de l'éducation physique, Léon Alfred Opimbat entend inscrire le développement national du sport parmi ses priorités afin, dit-il, d'assurer la présence congolaise aux grands rendez-vous sportifs qui pointent à l'horizon.

Au nombre de ces rendez-vous figurent entre autres la Coupe d'Afrique des nations Gabon 2017 et la Coupe du monde pour ce qui est du football, mais également le Challenge Edith Lucie Bongo Ondimba prévu en fin d'année en Angola, pour ce qui est du handball. « Il y a sept axes stratégiques qui méritent d'être bien affinés et c'est le travail que nous allons faire pour permettre que tous les ans nous puissions financer toutes les actions devant nous permettre d'aller sur un tableau de bord qui favorise le développement cohérent du sport dans notre pays », a-t-il précisé au cours d'une rencontre avec des journalistes sportifs de différents médias nationaux.

Page 16

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Une altercation entre militaires et policiers crée une panique au rond-point Ebina



L'interpellation d'un policier roulant à moto sans casque de protection est l'incident qui a mis le feu aux poudres.

Très tôt hier matin aux environs de 8h30 minutes les habitants des cinquième et sixième arrondissements de Brazzaville (Ouenzé et Talangaï) ont connu une agitation sans pareille due aux crépitements d'armes à feu au carrefour du rond-point Ebina à Talangaï.

Page 6

EDITORIAL

Réparation

Page 2

ÉDITORIAL

Réparation

Le fait, honorable bien sûr, que des pays comme la France reconnaissent publiquement les crimes innombrables commis pendant quatre siècles par la traite négrière, puis par la colonisation les exonèrent-ils du devoir de réparation ? Evidemment non, car ce ne sont pas les cérémonies comme celles que le président français François Hollande a présidées hier dans les jardins du Luxembourg, à Paris, qui permettront de guérir les blessures infligées aux peuples africains durant cette très longue et très tragique Histoire.

Disions-le clairement même si cela doit susciter de virulentes critiques dans les milieux les plus conservateurs du camp occidental, le temps est venu pour les puissances qui mirent l'Afrique en coupe réglée de reconnaître publiquement qu'elles sont à l'origine directe des problèmes que doivent aujourd'hui résoudre les peuples réduits par elles en esclavage. Admettre, par conséquent, qu'elles doivent se mobiliser afin de les accompagner enfin sérieusement dans leur longue marche vers le développement.

Au lieu de se présenter comme des modèles de liberté et de bonne gouvernance, ce qu'ils ne sont évidemment pas, les Européens comme les Américains doivent maintenant contribuer de façon pratique à l'émergence du continent qu'ils pillèrent pour assurer leur propre développement. Vue de ce Sud où vivra à très brève échéance le quart de l'humanité, le Nord est de plus en plus perçu comme un groupe de nations jadis criminelles qui entendent toujours imposer leur loi d'airain aux peuples qui ont su s'affranchir de leur tutelle. Loin d'apparaître comme un modèle il devient au fil des ans, sinon un ennemi, du moins un repoussoir et c'est ce qui explique pour une large part l'accueil que les Africains réservent aujourd'hui à des pays comme la Chine ou l'Inde qui, eux, n'ont pris aucune part aux exactions des siècles antérieurs.

Dans le même temps, donc, où les anciennes puissances coloniales clament leurs remords leurs dirigeants seraient sages, prudents même, d'une part de ne plus se poser en modèles et d'autre part de rendre aux Africains une partie de ce qu'elles leur ont volé plus de quatre cents ans durant. Alors et alors seulement elles auraient une chance d'y rester présentes par l'intermédiaire de leurs cadres, de leurs entreprises, de leurs diplomates.

Les Dépêches de Brazzaville

GOUVERNEMENT

Emilienne Raoul quitte les Affaires sociales après 14 ans

L'ancienne ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Emilienne Raoul, arrivée à la tête du département en 2002, vient de le quitter 14 ans après, ceci, à la faveur de la nomination du premier gouvernement de la nouvelle République. La passation de consignes avec son successeur, Antoinette Dinga Dzondo a eu lieu le 7 mai, en présence du chargé d'études au secrétariat général du gouvernement, Ange Ngambou.



Emilienne Raoul et Antoinette Dinga Dzondo cosignant le procès-verbal

« Pendant cette longue période, nous avons opéré des réformes en profondeur qui ont porté particulièrement sur la redéfinition de la vision de l'action sociale en lien avec la politique générale du pays. Cela a porté aussi sur les nouvelles pratiques en intervention sociale ainsi que sur les nombreux programmes que nous avons élaborés dont la lutte contre la pauvreté », a expliqué la ministre sortante.

Emilienne Raoul a également rappelé avoir travaillé sur la formation du personnel qui était vieillissant à son arrivée d'autant plus que l'école qui formait les assistants sociaux ne fonctionnait pratiquement plus. C'est ce qui a conduit à la création de l'Institut national du travail social dont la première promotion des apprenants sortira dans au moins un an. Selon elle, le travail est exaltant au ministère des Affaires sociales parce qu'il touche la vie des personnes. « Nous apportons des solutions à la vie des gens, mais il est arrivé qu'il fallait, au stade où nous sommes, apporter du sang nouveau, et le sang nouveau, c'est vous qui l'apportez madame la ministre. Le sang nouveau pour aller plus loin, nous avons posé des bases, il faut consolider tous les acquis que nous avons pu mettre en place », a conclu la désormais ancienne ministre des Affaires sociales, félicitant le président de la République pour le choix porté sur Antoinette Dinga

Dzondo à ce poste. Le temps de s'imprégner des dossiers laissés par son prédécesseur, la nouvelle ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité entend s'attaquer au phénomène d'érosions. « Nous avons déjà commencé à travailler sur les éboulements de terre, les érosions qui ont survécu à Kinsoundi. Le mercredi, nous allons effectuer une visite de terrain pour rassurer les populations sur les travaux qui vont commencer », a indiqué Antoinette Dinga Dzondo.

Se félicitant de la confiance que le chef de l'Etat a placé en elle pour poursuivre l'œuvre immense accomplie par la ministre sortante, elle a rendu hommage à Emilienne Raoul et à ses collaborateurs. « J'espère pouvoir bénéficier de leur expérience, parce que ce sont eux qui connaissent le terrain. C'est vrai, je viens peut-être avec un sang nouveau, avec mon expérience, nous allons nous mettre ensemble pour pouvoir continuer cette œuvre parce que, selon la ministre, il y a des bases qui sont là. Nous devons les maintenir, les consolider », a-t-elle poursuivi, misant sur la compétence et le respect des heures de travail.

Qui est Antoinette Dinga Dzondo ?

Née le 16 avril 1955 à Sibiti, dans le département de la Lékoumou,

Antoinette Dinga Dzondo est un pur produit de l'Université des Sciences et techniques de Lille, en France. En effet, la nouvelle ministre des Affaires sociales que l'on présente comme la représentante de la diaspora dans le premier gouvernement de la nouvelle République est titulaire d'un Doctorat 3^e cycle ès Sciences économiques, option économie du développement, obtenu en Juin 1984 à l'Université des Sciences et techniques de Lille. Représentante résidente de la Banque africaine de développement (BAD) au Burkina Faso de 2005-2010, Antoinette Dinga Dzondo est depuis 2013 présidente du Comité des marchés (BAD). En 2010 elle a été nommée directrice du secrétariat du comité des opérations (OpsCom) BAD, poste qu'elle a occupé jusqu'à sa nomination au gouvernement. Économiste industrielle principale UDEAC (Union douanière et économique de l'Afrique centrale), actuelle CEMAC à Brazzaville de 1985 à 1992, elle a été macro économiste région du nord, Sud et Centre d'Afrique (BAD) entre 1992 et 2005.

« Nous allons continuer ensemble main dans la main. Je me lève très tôt, j'espère qu'il en est de même pour vous, j'espère que je serai à la hauteur. Je vais prendre connaissance de tout le dossier et faire une évaluation avant de fixer les priorités », prévient-elle à ces collaborateurs.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions :

Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service) ; Quentin Loubou,
Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane
Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Édition du samedi : Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice
Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain
Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté
de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des
annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia
Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-
signet, Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de
service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck
Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid
Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

EXÉCUTIF

Rosalie Matondo face aux nombreux défis

La nouvelle ministre de l'Economie forestière, du développement durable et de l'Environnement, Rosalie Matondo, sollicite le concours des cadres afin d'accomplir les missions et diligenter les urgences dont elle a désormais la responsabilité.

Parmi les dossiers urgents de son département on note l'achèvement de l'élaboration de la stratégie nationale de lutte contre l'exploitation illégale et le commerce illicite de la faune et de la flore sauvages d'Afrique. Rappelons que celle-ci a été adoptée par l'Union africaine et remise aux différentes communautés économiques du continent pour se l'approprier et amener les pays à la mettre en œuvre.

« La stratégie nationale devra être disponible dans deux semaines. Il est important de la faire approuver, car les financements internationaux sont déjà mis en place et n'attendent que des projets fondés sur les stratégies nationales », a indiqué, Henri Djombo, à son successeur. Au regard des évolutions intervenues dans le domaine forestier, le ministère avait entamé l'élaboration d'un projet de nouvelles lois et politiques forestières. La stratégie nationale de développement durable suit également le même processus. En vue de leur adoption au niveau du gouvernement, le ministre sortant a rassuré Rosalie Matondo de son soutien.

Afin de relever les nouveaux défis de ce secteur, il va falloir améliorer les outils et instruments nécessaires, à savoir : les ressources humaines, les capacités techniques et surtout les moyens de mise en œuvre de la politique forestière, conseil d'Henri Djombo à son remplaçant.

Remerciant son homologue pour le rapport détaillé, la nouvelle patronne des forêts a déclaré : « Je mesure le poids de ma responsabilité. Je ne ménagerai aucun effort pour venir vers vous, prendre les conseils qu'il faut même en cas de réformes nécessaires ».

Durant les dix-huit ans à la tête de ce département, le ministre sortant de l'Economie forestière a réalisé beaucoup d'avancées dans ce secteur, 2^e ressources économiques du pays, au nombre desquelles on peut citer l'augmentation de la production nationale de 500.000m³ en 1997 à 1.000.700 m³ à nos jours. S'agissant de la production des grumes, de 96.000 m³ de sillages on est passé à 350.000 m³. De zéro hectare de forêt aménagée le pays dispose actuellement de 5.600.000 hectares dont 4.000.000 disposant d'un plan d'aménagement. Deux millions d'hectares sont certifiés FSC, standard le plus rigoureux en matière de certification forestière. Par ailleurs, ayant contribué au développement des standards FSC, le Congo pourrait disposer aussi d'un système national de certification. « Aujourd'hui, nous nous y attelons », a souligné Henri Djombo. Concernant les terres protégées, signalons que de 1.700.000 hectares en 1997, le pays compte présentement 4 millions et demi d'hectares de terres protégées. Un début d'écotouristique au parc national d'Odzala qui représente aujourd'hui, le fleuron de notre patrimoine naturel est à entretenir.

De nombreux projets tels que Redd+ et Flegt, font l'objet de dossiers spécifiques ainsi que d'initiatives internationales en cours.

Lopelle Mboussa Gassia

L'Œil du peuple déplore l'absence du portefeuille du Contrôle d'Etat

La plateforme de la société civile « Œil du peuple » que dirige El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka a salué le gouvernement de la nouvelle République et son chef, Clément Mouamba. Elle a déploré, par contre, l'absence du département de Contrôle d'Etat qui aurait, selon El hadj Bopaka, la charge de veiller aux antivaleurs.



El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka

Le président de cette plateforme l'a annoncé le 10 mai à Brazzaville lors de la réunion de la coordination nationale élargie au Commissariat aux comptes. De même, l'Œil du peuple a regretté le fait que dans cette équipe gouvernementale, aucun membre de la société civile n'y figure.

Cependant, a indiqué El Hadj Bopaka, la « mise en place de ce gouvernement est la preuve de la bonne marche de la démocratie dans notre pays. Il reste que cette équipe gouvernementale tradise dans les faits le programme de société sur la base duquel le président Denis Sassou N'Guesso a été élu », a-t-il relevé.

El Hadj Bopaka a rappelé, par ailleurs, que de tout temps, le combat mené par l'Œil du peuple s'inscrit toujours

le 16 avril à Brazzaville. Une rupture qui doit se traduire non seulement dans le changement des institutions et des hommes mais, surtout dans le changement des mentalités. Dans ce sens, le respect de la Constitution par tout citoyen doit être de mise. Tel qu'il est prescrit à l'article 50 de la loi fondamentale », a indiqué El Hadj Djibril Bopaka. Le président de l'Œil du peuple a déclaré, en outre, que la sauvegarde de la paix, de la quiétude et de la sécurité demeure, le critère essentiel de jugement de la capacité des nouvelles autorités à répondre aux aspirations du peuple.

« Que nous reste-t-il à faire après avoir gagné le combat de la réforme des institutions de notre pays ? Nous devons avoir conscience que rien malgré tout n'est définitivement acquis. Le sentiment de la mission non encore achevée devrait nous préoccuper. En tant que plateforme de la société civile, notre combat doit s'orienter désormais vers des actions tendant au développement et à l'amélioration du bien-être des populations », a rappelé El Hadj Djibril Bopaka.

Dans cette perspective, le président de l'Œil du peuple a invité ses collaborateurs à plus d'ardeur au travail en vue de la mise au point d'un plan d'action réaliste, de la redynamisation des réseaux et de la poursuite de l'implantation de la plateforme dans les départements non encore couverts. Ainsi, il les a appelés à résister à toutes tentatives qui pourraient mettre en péril leur engagement.

Roger Ngombé

ENTREPRENEURIAT

Des chefs d'entreprise congolais formés sur l'éducation financière

Pour remédier aux manquements dans la bonne tenue de la comptabilité, dans l'exécution des projets d'investissement, quelques dizaines de chefs d'entreprise, de responsables des organisations patronales et professionnelles, ont pris part le 10 mai à Brazzaville, à un séminaire de renforcement des capacités.

Initié par la Chambre consulaire, d'industrie, d'agriculture et des métiers, ce séminaire vise à encourager les chefs

d'entreprise à bien assurer la gestion financière de leur entreprise. « La formation vise à informer, former ou mieux

encore à transformer l'acteur économique du Congo, pour mieux contribuer à la marche vers le développement de notre cher pays », a indiqué le Dr Jean Galessamy-Ibombot, vice-président de la Chambre consulaire, ajoutant que le séminaire s'inscrit dans le cadre de son programme de travail 2016.



Des chefs d'entreprise prenant part au séminaire

Cette séance de formation, selon les initiateurs, est axée principalement sur la budgétisation de l'argent ou du fonds de commerce, sur la gestion de la dette et de l'épargne. Le but de l'éducation financière est de pousser le chef d'entreprise lorsqu'il a l'argent ou un capital financier disponible de penser à développer son activité génératrice de revenu, explique un intervenant.

D'après le Dr Jean Galessamy-Ibombot qui assure également la vice-présidence panafricaine des chambres consulaires de commerce et d'industrie, le développement économique du Congo passe nécessairement par le développement de son secteur privé. « En application de la marche vers le développement notamment économique, les chambres consulaires et les syndicats patronaux du Congo demandent aux Congolaises et Congolais de s'impliquer désormais dans les affaires, de promouvoir des femmes d'affaires, de valoriser l'entrepreneuriat des jeunes et la créativité dans les projets, ainsi que le partenariat gagnant-gagnant », a appelé Galessamy-Ibombot.

Jean-Marie, un entrepreneur, a débuté dans les transports en étant conducteur de longues distances. Après plusieurs années de conduite, il veut créer sa propre boîte. « Après quatre ans de direction commerciale j'ai souhaité voler de mes propres ailes et mettre en œuvre mes expériences dans une entreprise », a-t-il confié. Cette formation, a-t-il souhaité, l'aiderait à concrétiser ce projet.

Mais la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers déplore le fait que le secteur privé congolais, vieux de 136 ans, ne bénéficie pas vraiment du soutien de l'Etat. « Les organisations syndicales patronales du secteur privé, dévitalisées en ce moment, souhaitent aussi un appui financier et budgétaire comparativement aux partis politiques et secteurs publics du Congo étant entendu que tous les Congolais sont égaux en droit par la Constitution », a réclamé Galessamy-Ibombot, saluant l'engagement du président Denis Sassou N'Guesso à promouvoir l'entrepreneuriat congolais.

Fiacre Kombo



**ASSOCIATION POUR L'APPUI AUX INITIATIVES
DE SANTE COMMUNAUTAIRE
ASSOCIATION POUR LE MARKETING SOCIAL AU CONGO
(AAISC/AMSCO)**

Siège Social: 172, rue SOWETO quartier Télévision Makélékélé Brazzaville
Tél. : (242) 06 663 42 04/ 06 958 93 85 Email : aaisc@yahoo.fr B.P. : 14350
République du Congo

AVIS DE RECRUTEMENT D'UN CONTROLEUR INTERNE AU SEIN DE L'AAISC/AMSCO

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de lutte contre les VIH/Sida-IST et autres programmes de santé, l'AAISC/AMSCO recherche un Contrôleur Interne au sein de la Direction Exécutive. Ce poste est ouvert aux candidats de nationalité congolaise, résidant au Congo Brazzaville. L'AAISC/AMSCO est l'agence nationale de marketing social de la République du Congo, qui met en œuvre le projet régional de prévention du VIH/Sida en Afrique Centrale (PPSAC), avec l'OCEAC/CEMAC comme maître d'ouvrage et sous financement de la coopération allemande, à travers la KfW.

Lieu : Brazzaville / République du Congo
Statut : Consultant
Type de Contrat : CDD de 06 mois avec possibilités de renouvellement en CDI
Rémunération : 1 200 000 F CFA (dont 75% Fixes et 25% Variables).
Missions et responsabilités
Placé sous la supervision du Directeur Exécutif, le Contrôleur Interne sera chargé de veiller à l'efficacité et à la transparence de gestion dans l'organisation. Ses attributions sont principalement sur axées sur les domaines suivants :

- Audits internes
- Contrôle de gestion
- Manuels de procédure
- Formation du personnel aux procédures dans tous les domaines de gestion courante.

Ces principales tâches se résument ainsi qu'il suit :

- Elaborer les plans d'audit interne et la

- planification de leur mise en œuvre, en collaboration avec les Responsables d'Unités et le Directeur Opérationnel ;
- Evaluer de façon périodique la bonne application et le respect des procédures de gestion administrative, comptable et financière ;
- Identifier et proposer des améliorations de procédures ou d'outils afin de promouvoir l'efficacité et la transparence de gestion dans l'organisation ;
- Former le personnel à la bonne application des procédures de gestion ;
- Vérifier l'exactitude des informations contenues dans les rapports financiers ;
- Effectuer le suivi de la mise en œuvre des recommandations des audits internes et externes et des missions de contrôle des partenaires ainsi que les résolutions du Conseil d'administration de l'organisation ;
- Conduire des enquêtes et investigations sur les fraudes présumées ;
- Soutenir la Direction exécutive dans la promotion de l'éthique et de l'intégrité.

Qualifications, expérience professionnelle et compétences techniques acquises

- Education : Etre titulaire d'au moins un diplôme de niveau universitaire BAC + 4/5 en Comptabilité-Gestion-Audit/Finances, ou d'un autre diplôme académique reconnu équivalent.
- Expérience professionnelle : Avoir au moins cinq (5) années d'expérience avérée en audit dans des entreprises privées ou dans des organisations non gouvernementales

- internationales. Une expérience dans l'audit des projets des bailleurs de fonds serait un atout.
- Avoir des connaissances et expériences des systèmes des ONG internationales.
- Avoir une familiarité avec les procédures des bailleurs de fonds tels que : KfW, l'UE, Fonds Mondial et l'USAID.
- Langue : Parler couramment la langue française et avoir une bonne capacité de rédaction.
- Compétences clés nécessaires : Avoir des connaissances très approfondies en procédures d'audit/contrôle interne et bonne connaissance en finance, capacités d'analyse et sens du détail très poussé, faciliter le changement/innovation, être proactif, axer sa gestion sur les résultats, savoir communiquer efficacement, aptitudes à la planification et à l'organisation.

Autres conditions

- Avoir de bonnes aptitudes en relations publiques.
- Etre intègre et faire preuve d'un engagement et d'une aptitude à travailler en harmonie avec des personnes d'origines et de cultures diverses.
- Pouvoir démontrer des compétences dans la gestion des ressources humaines, la communication et le développement des individus.
- Une capacité de réflexion analytique et stratégique.
- Un esprit structuré et une bonne capacité

d'expression orale et écrite.

- Une disposition à travailler sous pression de délais et à se remettre en cause.

Dossier de candidature

- 1) Une lettre de motivation.
- 2) Un Curriculum Vitae détaillé (CV).
- 3) Une copie certifiée conforme des diplômes exigés.
- 4) Une copie légalisée de la pièce d'identité (Passeport, Carte Nationale d'Identité).
- 5) Un extrait de casier judiciaire datant de moins de 06 mois.
- 6) Les copies des documents qui justifient de l'expérience du candidat.

Lieu et dépôt des dossiers
Les dossiers complets des candidats seront transmis uniquement par courriel, avec l'objet « Candidature au poste du Contrôleur interne de l'AAISC/AMSCO », sous l'adresse email suivant : amscorecrutements@gmail.com
La période du 09 mai au 02 juin 2016 est celle de la transmission des dossiers/réception des candidatures.

NB : La date limite de transmission des dossiers est fixée au 02 juin 2016. AAISC/AMSCO est un employeur qui offre des chances égales d'emploi et encourage fortement les candidatures féminines.

Fait à Brazzaville, le 06 mai 2016

Le Directeur Exécutif

Maurice NDEFI

AVIS DE RECRUTEMENT D'UN DIRECTEUR OPERATIONNEL AU SEIN DE L'AAISC/AMSCO

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de lutte contre les VIH/Sida-IST et autres programmes de santé, l'AAISC/AMSCO recherche un Directeur Opérationnel. Ce poste est ouvert à l'international, de même qu'aux candidats de nationalité congolaise, résidant au Congo Brazzaville.. L'AAISC/AMSCO est l'agence nationale de marketing social de la République du Congo, qui met en œuvre le projet régional de prévention du VIH/Sida en Afrique Centrale (PPSAC), avec l'OCEAC/CEMAC comme maître d'ouvrage et sous financement de la coopération allemande, à travers la KfW.

Lieu : Brazzaville / République du Congo
Statut : Consultant
Type de Contrat : CDD de 06 mois avec possibilités de renouvellement en CDI
Rémunération : 2 500 000 F CFA (dont 75% Fixes et 25% Variables) avec en sus, une prime d'expatriation de 500 000 F CFA (pour les candidats ne résidant pas en République du Congo).
Missions et responsabilités
Placé sous la supervision du Directeur Exécutif, le Directeur Opérationnel sera chargé de/d' :

- Planifier les programmes, projets et activités.
- Assurer la coordination opérationnelle des programmes, projets et activités.
- Superviser la gestion courante et opérationnelle de l'organisation dans tous les domaines (administratif, comptable, financier, logistique, ressources humaines, marketing, programmes, etc.).

- Suivre et évaluer les programmes, projets et activités.

Les principales tâches y relatives sont les suivantes :

- Elaborer les plans opérationnels de l'organisation dans le respect des orientations stratégiques établies, en collaboration avec les Responsables d'Unités.
- Fixer les objectifs à atteindre par les Unités (UGCA et Unité Programmes).
- Analyser et valider les plans d'action opérationnels spécifiques des Unités.
- Apprécier et valider les stratégies de marketing, de promotion et de développement des marchés et des produits.
- Préparer et exécuter le budget annuel après approbation du Conseil d'Administration, en collaboration avec les Responsables d'Unités.
- Organiser et coordonner la gestion courante de l'organisation.
- Conduire les opérations administratives et financières dans l'intérêt de l'organisation.
- Soutenir la Direction exécutive dans la promotion de l'éthique et de l'intégrité.
- Effectuer toutes autres tâches liées à ses activités.

Qualifications, expérience professionnelle et compétences techniques acquises

- Education : Etre titulaire d'au moins d'un diplôme de niveau universitaire BAC + 4/5 en Management ou en gestion des entreprises ou de projets, ou d'un autre diplôme académique reconnu équivalent.
- Expérience professionnelle : Avoir au moins cinq (5) années d'expérience

- avérée dans le management ou la gestion des entreprises privées ou des organisations non gouvernementales internationales. Une expérience en marketing serait un atout.
- Avoir des connaissances et expériences des systèmes des ONG internationales.
- Avoir une familiarité avec les procédures des bailleurs de fonds tels que : KfW, l'UE, Fonds Mondial et l'USAID.
- Langue : Parler couramment la langue française et avoir une bonne capacité de rédaction.
- Compétences clés nécessaires : Avoir des aptitudes à la planification et à l'organisation, avoir des compétences approfondies en management finance et gestion. Avoir des capacités avérées dans la gestion des ressources humaines, capacités d'analyse et sens du détail très poussé, faciliter le changement/innovation, être proactif, axer sa gestion sur les résultats, savoir communiquer efficacement.

Autres conditions

- Avoir de bonnes aptitudes en relations publiques.
- Etre intègre et faire preuve d'un engagement et d'une aptitude à travailler en harmonie avec des personnes d'origines et de cultures diverses.
- Pouvoir démontrer des compétences dans la gestion des ressources humaines, la communication et le développement des individus.
- Une capacité de réflexion analytique et stratégique.
- Un esprit structuré et une bonne capacité

d'expression orale et écrite.

- Une disposition à travailler sous pression et à faire travailler son équipe sous forte pression de délais et à se remettre en cause.

Dossier de candidature

- 1) Une lettre de motivation.
- 2) Un Curriculum Vitae détaillé (CV).
- 3) Une copie certifiée conforme des diplômes exigés.
- 4) Une copie légalisée de la pièce d'identité (Passeport, Carte Nationale d'Identité).
- 5) Un extrait de casier judiciaire datant de moins de 06 mois.
- 6) Les copies des documents qui justifient de l'expérience du candidat.

Lieu et dépôt des dossiers
Les dossiers complets des candidats seront transmis uniquement par courriel, avec l'objet « Candidature au poste du Directeur opérationnel de l'AAISC/AMSCO », sous l'adresse email suivant : amscorecrutements@gmail.com
La période du 09 mai au 02 juin 2016 est celle de la transmission des dossiers/réception des candidatures.
NB : La date limite de transmission des dossiers est fixée au 02 juin 2016. AAISC/AMSCO est un employeur qui offre des chances égales d'emploi et encourage fortement les candidatures féminines.

Fait à Brazzaville, le 06 mai 2016

Le Directeur Exécutif

Maurice NDEFI

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Pas de prorogation des dates des examens d'Etat

Perturbée dans certaines localités du Pool et les quartiers sud de Brazzaville après les attaques des ex-Ninjas dans la nuit du 3 au 4 avril dernier, l'école a repris son cours normal dans la quasi-totalité des zones concernées. Le ministre de tutelle qui a effectué une visite le 9 mai, dans les districts de Kinkala, Louingui et Boko, dans le Pool, s'est dit rassurant quant au respect du calendrier.

Le calendrier de l'année scolaire 2015-2016 ne sera pas modifié. En effet, l'année prendra fin le 28 juin prochain par l'organisation du CEPE. Avant cela, il y aura le Baccalauréat le 1er juin et le Brevet d'études du premier cycle (BEPC), le 21 juin. Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, qui a visité les écoles primaires de Soumouna, et Ntari Ngouari, le lycée 5 février 1979 et le CEG Moundongo de Kinkala, le CEG Samba Ndongu de Louingui, ainsi que l'école primaire Malanda et le CEG de Boko, en compagnie du préfet du département, Jean Michel Shanga, a pu évaluer le niveau d'exécution des programmes et le taux de fréquentation.

« Nous sommes arrivés dans le département du Pool alors qu'on nous disait que l'école était tota-

lement paralysée, au point où d'aucuns nous demandaient avec insistance de reporter la date des examens d'Etat. Nous avons écouté les autorités locales, les cadres de l'administration scolaire, les équipes de maîtrise, et les élèves eux-mêmes. Et vous avez suivi avec moi, les élèves nous ont témoigné leur détermination, ils sont prêts à affronter les examens d'Etat aux dates prévues », a indiqué le ministre à la fin de la visite.

En effet, à Soumouna, l'un des fiefs du « pasteur Ntoumi », l'école ne fonctionne pas puisque le village est désert. A Kinkala, à l'école primaire Ntari Ngouari, les élèves et les enseignants n'étaient pas nombreux. Dans les autres écoles du département visitées, on a noté l'engouement, surtout à Boko où Anatole Collinet Makosso et sa délégation ont été chaleureusement accueillis par les élèves de l'école primaire Malanda, déplacés pour la circonstance au CEG. Au lycée 5 Février 1979 de Kinkala, certains élèves se sont plaints du retard accusé dans l'exécution des programmes.

Une course contre la montre ?

C'est ainsi que le ministre a instruit les enseignants à redoubler d'efforts afin que les chapitres restants soient dispensés dans les



Le ministre Anatole Collinet Makosso et les autorités du Pool à Soumouna

trois semaines qui les séparent du Baccalauréat et à intensifier les travaux dirigés pour préparer davantage les élèves. Anatole Collinet Makosso a également annoncé quelques mesures concernant les élèves dont les parents ont quitté les villages du fait des traumatismes pour se réfugier dans d'autres localités environnantes. Ces enfants, notamment les candidats aux examens d'Etat seront pris en charge par l'Etat qui va les interner jusqu'à la fin de l'année. De même, les enseignants qui ont du mal à arriver à leur lieu de service seront pris en charge par le gouvernement. « Des dispositions vont être prises, avec même une forme de compensation financière

pour que ces enseignants viennent dispenser des cours et aider les élèves à affronter leurs examens. Pour les trois semaines qui nous restent,

S'agissant de la carte scolaire, ce département dispose, entre autres, de quatre coordinations des CEG ; quinze inspections de l'enseignement primaire ; une inspection de l'éducation préscolaire ; six lycées dont un n'est pas fonctionnel (Kintélé) ; 49 CEG ; 330 écoles primaires ; 23 centres d'éducation préscolaire ; quatre centres d'alphabétisation et de ré-scolarisation. Cette direction est, en effet, confrontée, au déficit en personnel enseignant. L'on note également un nombre très élevé d'enseignants bénévoles, remettant en cause le principe de la gratuité scolaire. « En dépit des difficultés matérielles et financières, l'école dans le Pool a toujours bien fonctionné au double plan administratif et pédagogique, depuis le 1er octobre 2015 jusqu'au 27 mars 2016. Cependant, à partir du 28 mars, date de la rentrée du 3^e trimestre, l'école dans les localités de Goma-Tsé-Tsé, Mayama et Vindza a connu quelques perturbations à cause de ce que nous connaissons », a rappelé Auguste Bidzouta. Rappelons que la visite du ministre en charge de l'Enseignement général dans ce département fait suite à un rapport qui mettait à mal la situation scolaire dans le Pool. En effet, selon ce rapport, l'école ne fonctionne pas dans plusieurs localités dont Kinkala.

Parfait Wilfried Douniama

les autorités locales du département du Pool sont instruites pour que ces élèves et les enseignants passent la fin de l'année sans problème », a poursuivi le ministre.

Carte scolaire du département du Pool

Présentant les difficultés et la carte scolaire de la contrée, le directeur départemental de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation du Pool, Auguste Bidzouta, a indiqué que la visite du ministre Collinet Makosso, était la bienvenue car la communauté éducative a besoin d'assistance et de réconfort moral pour qu'elle s'investisse davantage à relever ses nombreux défis.



ASSOCIATION POUR L'APPUI AUX INITIATIVES
DE SANTE COMMUNAUTAIRE
ASSOCIATION POUR LE MARKETING SOCIAL AU CONGO
(AAISC/AMSCO)

Siège Social: 172, rue SOWETO quartier Télévision Makélékélé Brazzaville
Tél. : (242) 06 663 42 04/ 06 958 93 85 Email : aaisc@yahoo.fr B.P. : 14350
République du Congo

AVIS DE RECRUTEMENT D'UN RESPONSABLE DE L'UNITE DE GESTION COMPTABLE ET ADMINISTRATIVE AU SEIN DE L'AAISC/AMSCO

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de lutte contre les VIH/Sida-IST et autres programmes de santé, l'AAISC/AMSCO recherche un Responsable de l'Unité de Gestion Comptable et Administrative. Ce poste est ouvert à l'international, de même qu'aux candidats de nationalité congolaise, résidant au Congo Brazzaville.

L'AAISC/AMSCO est l'agence nationale de marketing social de la République du Congo, qui met en œuvre le projet régional de prévention du VIH/Sida en Afrique Centrale (PPSAC), avec l'OCEAC, l'instrument de la Santé de la CEMAC comme maître d'ouvrage et sous le financement de la coopération allemande, à travers la KfW.

Lieu : Brazzaville / République du Congo
Statut : Consultant

Type de Contrat : CDD de 06 mois avec possibilités de renouvellement en CDI
Rémunération : 1 800 000 F CFA (dont 75% Fixes et 25% Variables) avec en sus, une prime d'expatriation de 500 000 F CFA (pour les candidats ne résidant pas en République du Congo).

Missions et responsabilités

Placé sous la supervision du Directeur Opérationnel, le Responsable de l'Unité de Gestion Comptable et Administrative sera chargé d'organiser les activités de son Unité en coordination avec l'Unité Programmes et la Direction Opérationnelle de manière à fournir les outputs attendus dans les domaines administratif, financier et comptable de manière efficiente.

Ses attributions sont principalement axées sur la :

•Gestion administrative, comptable, financière et budgétaire de l'organisation, et notamment

du PPSAC, conformément aux plans d'actions des projets et aux engagements contractés avec les différents partenaires.

- Passation des marchés et acquisitions
- Gestion des équipements et des biens
- Gestion des ressources humaines

Ses principales tâches sont les suivantes :

- Elaborer les plans opérationnels de l'UGCA dans le respect des orientations stratégiques établies, en collaboration avec le Directeur Opérationnel.
- Organiser les activités de l'UGCA de manière à atteindre les objectifs fixés avec le Directeur Opérationnel.
- Appuyer la Direction Opérationnelle dans la préparation et l'exécution du budget annuel.
- Veiller à l'application et au respect des procédures administratives établies au sein de l'organisation.
- Elaborer la politique générale et globale de gestion des ressources humaines au sein d'AAISC/AMSCO, incluant la formation, le plan de carrière et les départs.
- Veiller au respect par AAISC/AMSCO des règlements et des lois régissant le Travail.
- Conseiller la Direction sur les affaires juridiques et administratives externes et assurer le suivi des affaires en justice, en collaboration avec le Contrôleur interne.
- Veiller à l'application et au respect des procédures d'achat et de passation des marchés en vigueur au sein d'AAISC/AMSCO.
- Appuyer la Direction Opérationnelle pour les démarches administratives et financières.
- Soutenir la Direction exécutive dans la promotion de l'éthique et de l'intégrité.
- Effectuer toutes autres tâches liées à ses activités.

Qualifications, expérience professionnelle et compétences techniques acquises

- Education : Etre titulaire d'au moins un diplôme de niveau universitaire BAC + 4/5 en Comptabilité-Gestion-Finance ou Management, ou d'un autre diplôme académique reconnu équivalent.
- Expérience professionnelle : Avoir au moins cinq (5) années d'expérience avérée dans la comptabilité- Gestion- Finance ou dans le Management dans des entreprises privées ou dans des organisations non gouvernementales internationales. Une expérience en gestion des ressources humaines et la maîtrise du logiciel Sage Saari seraient des atouts.
- Avoir des connaissances et expériences des systèmes des ONG internationales.
- Avoir une familiarité avec les procédures des bailleurs de fonds tels que : KfW, l'UE, Fonds Mondial et l'USAID.
- Langue : Parler couramment la langue française et avoir une bonne capacité de rédaction.
- Compétences clés nécessaires : Avoir des aptitudes à la planification et à l'organisation, avoir des compétences approfondies en finance et gestion, capacités d'analyse et sens du détail très poussé, faciliter le changement/ innovation, être proactif, axer sa gestion sur les résultats, savoir communiquer efficacement.
- Autres conditions
- Avoir de bonnes aptitudes en relations publiques.
- Etre intègre et faire preuve d'un engagement et d'une aptitude à travailler en harmonie avec des personnes d'origines et de cultures diverses.
- Pouvoir démontrer des compétences dans la gestion des ressources humaines, la communication et le développement des individus.
- Une capacité de réflexion analytique

et stratégique.

- Un esprit structuré et une bonne capacité d'expression orale et écrite.
- Une disposition à travailler sous pression et à faire travailler son équipe sous forte pression de délais et à se remettre en cause.

Dossier de candidature

- 1) Une lettre de motivation.
- 2) Un Curriculum Vitae détaillé (CV).
- 3) Une copie certifiée conforme des diplômes exigés.
- 4) Une copie légalisée de la pièce d'identité (Passeport, Carte Nationale d'Identité).
- 5) Un extrait de casier judiciaire datant de moins de 06 mois.
- 6) Les copies des documents qui justifient de l'expérience du candidat.

Lieu et dépôt des dossiers

Les dossiers complets des candidats seront transmis uniquement par courriel, avec l'objet « Candidature au poste du Responsable de l'UGCA de l'AAISC/AMSCO », sous l'adresse email suivant : amscorecrutements@gmail.com

La période du 09 mai au 02 juin 2016 est celle de la transmission des dossiers/réception des candidatures.

NB : La date limite de transmission des dossiers est fixée au 02 juin 2016.

AAISC/AMSCO est un employeur qui offre des chances égales d'emploi et encourage fortement les candidatures féminines.

Fait à Brazzaville, le 06 mai 2016

Le Directeur Exécutif

Maurice NDEFI

FRANCE/CONGO

Jean-Pierre Vidon note des succès dans le domaine des exportations

L'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France au Congo, Jean-Pierre Vidon qui vient d'achever son mandat diplomatique après deux années passées dans le pays, a, au cours d'une réception d'au revoir le 9 mai, souligné des avancées dans le cadre de la mise en œuvre des projets communs.

Dans le contexte actuel caractérisé par la morosité de la situation économique, le diplomate français a tout de même exprimé sa satisfaction de constater, depuis sa prise des fonctions la progression des exportations françaises.

« Ces exportations ont augmenté de 13% ; et ont fait passer le Congo du 3ème au 1er rang de nos clients en Afrique centrale et du 9ème au 5ème rang à l'échelle de l'Afrique subsaha-

trale », a précisé, Jean-Pierre Vidon dans son discours.

A ces succès, l'ambassadeur de France a souligné les difficultés rencontrées par les entreprises présentes sur le terrain dans le paiement de leurs prestations. Parmi les causes de ces difficultés, il a évoqué « la comparaison simple entre des recettes minorées et des dépenses majorées par l'importance, quelque peu exceptionnelle, des investissements dans les infrastruc-

situation. « Sans doute aussi, devons-nous songer à coopérer plus encore pour contribuer à la diversification de l'économie, sujet sur lequel j'avais conclu mon propos, le 14 juillet 2014 ».

Dans ce sens, il n'a pas oublié de mentionner le rôle que joue l'Agence française de développement (AFD) qui apporte sa pierre à l'édifice avec la mise en œuvre des projets de développement de l'agriculture vivrière et de relance de la filière cacao au nord du pays.

En dehors de cet engagement de l'AFD, l'ambassadeur a cité toutes les autres facettes de coopération entre la France et le Congo, matérialisées, entre



De gauche à droite: Jean Claude Ibovi, Clément Mierassa, Pierre Ngolo, Bonaventure Mbaya et Pascal Tsati Mabilia

souvenirs du Congo profond, caractérisés par ses nombreux déplacements à l'intérieur du pays.

Son appel au dialogue et au rassemblement...

La cérémonie qui a eu pour cadre la case De-Gaulle, a rassemblé plusieurs membres du gouvernement conduits par le Premier ministre, Clément Mouamba, de nombreux diplomates accrédités au Congo, et autres personnalités. Plusieurs acteurs politiques de toute obédience ont également rehaussé de leur présence à cette réception. En toute convivialité, on les a vus, se parler longuement, échanger sur des sujets divers, rire aux éclats, et accepté même de prendre des photos souvenirs, comme si rien ne s'était passé avant.

Pour sa part, l'ambassadeur de France a encouragé au respect, au dialogue et au rassemblement de toutes les sensibilités

politiques du pays, « persuadé qu'un apaisement sera bénéfique à l'ensemble des Congolaises et des Congolais ».

« C'est ce vœu de paix, dont je sais qu'il n'est pas original mais en revanche pertinent, ici et en tout lieu, que je forme pour le Congo avant de quitter ce pays qui m'a réellement touché parce que, jamais, il n'est indifférent à l'endroit de la France », a conclu le diplomate français.

Rappelons que l'ambassadeur de France au Congo, Jean-Pierre Vidon, avait pris ses fonctions à Brazzaville, le 26 février 2014. A cet instant, a-t-il dit, il savait que son mandat ne devrait pas dépasser le 17 mai 2016, date à laquelle il serait appelé à faire valoir ses droits à la retraite. Il en a été ainsi et il quittera le Congo le 18 mai, c'est-à-dire, au lendemain de cette échéance.

Yvette Reine Nzaba



Une vue des invités

rienne. Dans le même esprit, nos résultats ont augmenté de quelque 18% pour le premier trimestre, seul chiffre positif pour les pays d'Afrique cen-

trale ». Pour surmonter ces entraves, il a suggéré le dialogue entre ces sociétés et les autorités concernées, afin de trouver un compromis à cette

autres, par les différentes formations engagées par des ONG dans le cadre des appuis à la société civile ; la coopération culturelle ; la contribution à la santé etc. Il garde aussi de bons

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Une altercation armée entre militaires et policiers crée une panique au rond-point Ebina

L'interpellation d'un policier roulant à moto sans casque de protection est l'incident qui a mis le feu aux poudres.

Très tôt hier matin, aux environs de 8h30 minutes, les habitants des cinquième et sixième arrondissements de Brazzaville (Ouenzé et Talangai) ont connu une agitation sans pareille due aux crépitements d'armes à feu au carrefour du rond-point Ebina à Talangai.

La scène se passe au moment où l'avenue Marien-Ngouabi du côté de l'hôpital, est comblée de véhicules de toute sorte provoquant par conséquent de l'embouteillage. Soudainement, la course des véhicules s'arrête. Pour cause, l'interpellation par la police militaire d'un policier roulant à moto sans son casque de protection comme cela est d'usage.

Le policier évoluant au GRB (Groupement de répression du banditisme) aurait aussitôt

alerté ses collègues qui sont arrivés sur les lieux pour le délivrer. Sans doute la méthode a été désapprouvée par la police militaire, d'où des échanges de tirs entre les deux unités

de la force publique, appartenant l'une à la zone militaire de défense n°9 (ZMD), garnison de Brazzaville (Police militaire) et l'autre à la direction générale de la police (DGP).

Le crépitement des armes a évidemment créé une panique générale dans le voisinage du lieu de l'altercation mettant en émoi les habitants des arrondissements 5 Ouenzé et 6 Talangai. Dans cette débâcle, les écoles environnantes ont libéré les enfants alors que la situation n'était pas encore sous contrôle. Certains parents que nous avons rencontrés sur place ont déploré cette attitude des responsables des écoles, disant qu'elle a ajouté un plus à leur désarroi d'autant que les enfants n'étaient plus sous protection.

D'après plusieurs témoignages recueillis sur place qui restent à être authentifiés il y aurait eu des blessés tant du côté de la force publique que des civils se trouvant dans les parages.

Bruno Okokana



Une scène de panique au rond-point Ebina

MÉDIAS

L'ambassadeur d'Afrique du Sud apprécie le traitement de l'information aux Dépêches de Brazzaville

Richard Baloyi, ambassadeur d'Afrique du Sud au Congo, a appelé les Dépêches de Brazzaville à « maintenir l'esprit d'objectivité dans le traitement de l'information ». Le diplomate sud-africain s'est exprimé ainsi mardi à l'issue d'une visite effectuée au siège du journal et dans l'enceinte duquel se trouve également le Musée Galerie du bassin du Congo.

let international ou d'autres », a déclaré le diplomate, qui s'est réjoui de ce que les journalistes de l'organe de presse donnent l'information de « manière objective ». « Les sources que le média utilise et le fait que les Dépêches sont ouvertes aux représentations étrangères pour avoir des échanges d'information avec les responsables des missions diplomatiques

le personnel du secrétariat de rédaction pour le travail abattu journalièrement en vue de satisfaire le lectorat congolais et d'ailleurs. « Nous aimons ce journal à cause de sa qualité », a affirmé le diplomate, qui était en compagnie du 3e secrétaire politique de l'ambassade d'Afrique du Sud à Brazzaville, Pela Selomo.

Outre Les Dépêches de Brazzaville, le diplomate sud-africain a visité le Musée Galerie du Bassin du Congo où il s'est dit « émerveillé par la richesse des œuvres d'art » qui s'y trouvent. « Cette galerie est importante parce qu'elle conserve l'histoire d'un pays et d'une région », a-t-il estimé.

Comme l'on peut s'en rendre compte, l'objet de la visite de l'ambassadeur d'Afrique du Sud à ces quelques maillons suscités de l'Agence d'information d'Afrique centrale (ADIAC), était de se familiariser avec les Dépêches de Brazzaville, mais aussi pour avoir « une bonne interprétation du Congo ». Il s'agissait notamment de chercher à comprendre le pays et de se faire une idée exacte sur son histoire.

Nestor N'Gampoula



Richard Baloyi et Pela Selomo

« Nous apprécions vraiment le journal et la manière dont il fournit des informations aux lecteurs ; que ce soit sur le vo-

et consulaires est à saluer », a poursuivi Richard Baloyi. L'ambassadeur a évoqué la bonne qualité du journal et encouragé

FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL POUR L'AFRIQUE

Le continent veut faire sa révolution numérique

Généralisation des paiements par téléphones portables, utilisation de drones pour acheminer des vaccins : 1.200 entrepreneurs et décideurs vont se pencher à partir de mercredi à Kigali (Rwanda) sur les opportunités de l'économie numérique pour l'Afrique, confrontée à un ralentissement de sa croissance.

Le 26e Forum économique mondial pour l'Afrique, consacré aux nouvelles technologies, s'ouvre mercredi à Kigali au Rwanda dans un contexte de chute des cours des matières premières qui affecte les revenus de nombreux pays du continent et met en lumière la nécessité de diversifier leur économie.

Le rendez-vous a pour thème : «Connecter les ressources de l'Afrique à travers la transformation numérique». Il s'inscrit, selon ses organisateurs, dans le prolongement du Forum annuel de Davos en Suisse, lequel s'était penché en janvier sur la «Quatrième révolution industrielle», cette transition numérique de l'économie mondiale qui transforme en profondeur les sociétés.

«C'est l'occasion pour nous d'examiner ce que cela signifie dans le contexte de l'Afrique, avec ses opportunités et ses défis», a déclaré Elsie S. Kanza, directrice Afrique du Forum économique mondial, lors d'un point de presse à Nairobi au Kenya. «La question clé ici est : quelles sont les industries nou-

velles qui peuvent être créées par les Africains ?», a-t-elle lancé.

Plus de 1.200 participants, entrepreneurs, décideurs ou représentants de la société civile issus de 70 pays aborderont des thèmes comme l'apport des nouvelles technologies dans l'agriculture ou la santé, ou encore comment lutter contre la cybercriminalité qui n'épargne pas le continent.

Dix chefs d'Etat ou de gouvernements africains sont aussi attendus dans la capitale rwandaise. Ce petit pays d'Afrique centrale est encore à majorité rurale, mais il a mis le développement des nouvelles technologies au cœur de sa stratégie de croissance.

Changement de cap

Vingt-deux ans après le génocide de 1994 qui a laissé le pays exsangue, le Rwanda affiche une croissance robuste qui devrait se maintenir autour de 6,8% en 2016, un taux largement au-dessus de la moyenne continentale.

Ce forum intervient en effet dans un contexte de ralentissement de la croissance en Afrique subsaharienne, frappée de plein fouet par la chute des cours des matières premières. Selon les prévisions, elle devrait s'établir autour de 3% en 2016, un chiffre deux fois plus faible que pendant les années 2000. Parmi les pays les plus touchés, se trouvent les pays producteurs de pétrole comme le Nigeria et l'Angola, ou de minerais tels que

la Zambie et la République démocratique du Congo (RDC). «S'il y a quelque chose que la baisse des cours montre, c'est que l'Afrique a le plus grand besoin de transformer ses 54 marchés en axant sur l'industrialisation», estime Natzy Tesfay, analyste spécialiste de l'Afrique subsaharienne chez IHS Country Risk.

«Je crois qu'il y aura une période d'ajustement, beaucoup d'investisseurs venaient en Afrique pour les matières premières. Ce changement de cap aura aussi comme conséquence la nécessité de mettre en place d'autres industries compétitives», ajoute Roger Nord, directeur adjoint du département Afrique du FMI.

Certains ont déjà entamé cette diversification, comme la Côte d'Ivoire, le premier producteur mondial de cacao qui vient, par exemple, d'inaugurer sa première usine de transformation de «l'or brun».

Mais les défis restent nombreux, reconnaissent les spécialistes pointant du doigt notamment le déficit en terme d'infrastructures dans le domaine de l'énergie, auquel font face de nombreux pays.

«Vous ne pouvez pas devenir un centre névralgique des nouvelles technologies sans fibre optique. Mais vous ne pouvez pas non plus le devenir sans approvisionnement suffisant en électricité», prévient Mme Tesfay.

Source : AFP

FRANCE

Trois musées dédiés à la mémoire de la traite et de l'esclavage en France

Bordeaux, Nantes et, plus récemment, la Guadeloupe possèdent dans leurs agglomérations respectives des musées d'expression et de mémoire de la traite et de l'esclavage.



Memorial Acte Guadeloupe Centre caribéen d'expressions et de mémoire de la traite et de l'esclavage / Crédit : Memorial Acte Guadeloupe

Le dernier musée en date se situe à la Guadeloupe où un ambitieux projet de construction du Mémorial ACTe, Centre caribéen d'expressions et de mémoire de la traite et de l'esclavage, mais aussi de recherches et de productions culturelles, a été ouvert l'année dernière. C'est un musée construit sur le site de l'ancienne usine Darbousier à Pointe-à-Pitre. A l'identique de ce lieu de connaissance et de diffusion des savoirs, d'envergure internationale, il existe deux autres lieux à Bordeaux et à Nantes.

A Bordeaux, le musée d'Aquitaine présente l'histoire de Bordeaux et sa région, de la préhistoire au 20e siècle. Ses collections, issues de plusieurs musées et dépôts qui se sont succédé depuis le 18e siècle, ont été réunies en 1960 en un musée archéologique qui prit le nom de musée d'Aquitaine en 1963. Situé au cœur de la ville, il occupe depuis 1987 les locaux de l'ancienne faculté des lettres et des sciences construite à la fin du 19e siècle par l'architecte Pierre-Charles Durand, sur l'emplacement du couvent des Feuillants où Michel de Montaigne fut enterré en 1592.

Bordeaux et sa région ont connu une croissance déterminante grâce à la demande des marchés du Nord de l'Europe mais surtout par le développement des échanges avec les îles d'Amérique, en particulier Saint-Domingue (future Haïti). Au fur et à mesure, Bordeaux, qui pratique d'abord le commerce en droiture avec les Antilles à la recherche des produits exotiques que représentent le sucre, le café, le cacao, le bois précieux, se livre à partir de 1729 à la traite négrière par la mise en place du commerce triangulaire. La Révolution de 1789, qui trouve racine dans le mécontentement social général et qui s'inspire dans ses principes d'écrits philosophiques à l'instar de ceux de Montesquieu, célèbre pour son ouvrage intitulé de l'Esprit des Lois, ne tarde pas à déchaîner les passions. Consécutivement à l'instabilité politique qui s'ensuit, la Terreur qui s'installe, la guerre qui menace et le cours des assignats qui s'effondre, l'activité économique ne cesse alors de décliner. Les révoltes, puis l'Indépendance de Saint-Domingue influencent le cours de l'histoire bordelaise. Le musée possède un riche fond sur la traite, l'esclavage, les abolitions, Toussaint Louverture. La mise à disposition au sein du musée régional d'une grande salle consacrée à l'esclavage et la mise en réseau avec Nantes sont en cours.

A Nantes, c'est le Château des Ducs de Bretagne qui a vocation de musée. Cet établissement a vu le jour après quinze ans de travaux et trois ans de fermeture totale. Métamorphosé, il a rouvert ses portes au public le 9 février 2007. Devenu Musée de France, ce bâtiment, le plus ancien avec la cathédrale, se consacre à l'histoire de la ville et de la région. Il propose sept séquences chronologiques et thématiques dont l'une, la troisième, plus particulièrement consacrée au passé négrier de Nantes. La séquence consacrée à l'apogée du commerce colonial nantais, très largement fondé sur la traite des Noirs, se déploie dans les salles du Grand Logis : « un port du grand large », « une capitale négrière », « chez les messieurs du commerce » et « la ville des négociants ».

Elle décrit les mécanismes économiques du premier port négrier de France et ses conséquences sur le développement de la ville. Parmi les circuits élaborés pour les scolaires, l'un s'intitule « Nantes et la traite négrière », qui s'adresse aux 3èmes cycles de primaires et aux collégiens. Il y est associé un dossier pédagogique en ligne à destination des enseignants, avec une bibliographie et une webographie. On peut également visionner la reconstitution en trois dimensions de la ville en 1756, et parmi les premiers fascicules publiés par les éditions du Château figure Nantes et la traite négrière d'Olivier Pétré-Grenouilleau. C'est dans ce musée qu'eut lieu, en 1992-1994, la plus grande exposition française à ce jour sur l'esclavage et la traite, «Les anneaux de la mémoire».

Au Congo, le projet de la réhabilitation du musée de Loango, avec une mise en valeur du tronçon historique de la « Route de l'esclavage », est toujours d'actualité.

Marie Alfred Ngoma

REPUBLIQUE DU CONGO

Ministère de la construction, de l'Urbanisme, de la ville et du cadre de vie



SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE (SO.PR.IM)

AVIS DE VENTE DE LOGEMENTS EN ETAT FUTUR D'ACHEVEMENT (VEFA)

Dans le cadre de ses activités, la Société de Promotion Immobilière (SOPRIM) vient de lancer un programme immobilier de huit (8) duplex en plein cœur des anciens logements du quartier dit SEMICO à Moukondo. Ce site se trouve entre le centre de santé intégré (CSI) et la nouvelle station d'essence Total, plus précisément sur l'avenue bitumée qui relie le prolongement de l'avenue de la paix au niveau du bureau de poste PTT à l'avenue de la Base qui part de Mazala. L'environnement est doté d'infrastructures modernes telles que les voiries et réseaux divers.



Chaque duplex d'une superficie de 141,35 m² est composé de :

- Un rez-de-chaussée de 72,29 m² ayant un salon, une salle à manger, une toilette pour visiteurs, une cuisine, un débarras sous l'escalier, deux terrasses (devant et derrière);
- Un étage de 69,06 m² composé de trois chambres dont une ayant une salle de bain, une salle d'eau commune pour les deux chambres, un hall et un balcon.

En outre le logement est doté de:

- une bêche à eau, un surpresseur;
- Des équipements d'assainissement individuels;
- Une cour avec jardin;
- Un mur de clôture en parpaings pour garantir une jouissance privative des futurs acquéreurs.

L'élégance de l'architecture et le traitement particulier des façades donnent aux futurs propriétaires la sensation d'acquérir un bien unique.

La souplesse des modalités d'acquisition constitue un atout majeur dans ce programme immobilier.



Pour tout renseignement, se rapprocher de la Direction Commerciale (D.C) de la Société de Promotion Immobilière (SOPRIM), sise avenue des Anciens Enfants de Troupes, face ENAM Brazzaville ou téléphoner au 00242 01 223 05 97.

ÉVÈNEMENT

Le festival « Images et histoire » se poursuit à la librairie Les Manguiers et à l'IFC

Le festival ouvert lundi, donne la parole à des historiens de haut niveau.



L'un des films prévus pour le festival

Partenaires du troisième festival « Images et histoire » de l'Institut français qui porte cette année sur le thème « L'Afrique des explorations et des explorateurs », Les Dépêches de Brazzaville organisent une table ronde, le jeudi 12 mai de 15 heures à 17 heures à la librairie Les Manguiers avec les intervenants suivants :

Vincent Hiribarren, maître de conférence au King's college London. Il enseigne, entre autres, l'histoire de l'Afrique et s'intéresse au concept de frontières et d'espace en Afrique.

Sèbe Berny, docteur en histoire de l'université d'Oxford. Il est maître de conférences en études coloniales et post-coloniales à l'université de Birmingham. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur le Sahara et s'intéresse aux enjeux de mémoire autour du fait colonial.

Jean-Pierre Bat, diplômé de l'Ecole nationale des Chartes, agrégé et docteur en histoire, il est chargé d'études et responsable Afrique aux Archives nationales en France. Ses travaux portent sur l'histoire du Congo, la décolonisation de l'Afrique et la question des archives.

Les débats seront modérés par Christophe Figueréo, agrégé d'histoire, enseignant au lycée français Saint-Exupéry de Brazzaville. Il anime depuis deux ans à l'IFC le cycle de conférences Images et histoire qui interroge le regard que les sociétés contemporaines portent sur leur passé à travers l'imaginaire cinématographique.

Pour rappel, les conférences se sont ouvertes le mardi 10 mai à l'IFC. Elles se poursuivront ce mercredi sur les thèmes suivants :

-14h : « Résistances, conquête et domination coloniales en Afrique centrale. Le cas du Congo (XIXè-XXè siècles) » par Etanislav Ngodi.

-16h : « La promotion des héros coloniaux français et britanniques à travers les médias et l'édition » par Berni Sebe.

Bruno Okokana

18^e JOURNÉE MONDIALE DU RIRE

Le Club comédie rire au pluriel organise un One man show au Cfrad



Les acteurs du rire sur scène, à côté le maître de cérémonie

La République du Congo a été choisie pour célébrer la 18^e journée du rire. Le thème pour cette année est: « Paix et unité nationale par le rire ». A cette occasion, le club Comédie rire au pluriel que préside Bienvenu Cœur-à-cœur a organisé, au Centre de formation et de recherches en art dramatique (Cfrad) de Brazzaville, la première édition du méga spectacle de rire, avec remise du Prix promo rire.

Initié par Bienvenu Cœur-à-cœur et MC, ce prix récompense dorénavant toute personne physique ou morale qui fait la promotion du rire en République du Congo et ailleurs. Pour cette première édition, la cérémonie s'est déroulée en

deux phases : la remise du prix Promo Rire et la prestation des artistes.

S'agissant de la remise des prix, 29 lauréats parmi lesquels le président de la République, Grand maître des arts et des lettres, l'ancien ministre de la culture Bienvenu Okiémy, parrain de l'événement, le ministre d'état Henri Djombo ... ont bénéficié de ce prix ainsi que plusieurs artistes comédiens à l'instar de Riri-clo.

Quant à la prestation scénique, le public a assisté à un véritable One man show qui a connu la participation de dix grands humoristes de la République du Congo, conduits par l'organisateur de l'activité Bienve-

nu Cœur-à-Cœur. Le ministre d'état Henri Djombo a, lui aussi, égayé le public par l'humour. A la fin de la cérémonie, Cœur-à-Cœur a lancé un S.O.S afin que cette journée se célèbre dorénavant avec plus d'éclat. Aux sponsors, mécènes et producteurs de réagir en le joignant à l'adresse suivante. Contacts : bcoeuracoer@yahoo.fr

Notons que la journée internationale du rire a été initiée par le docteur indien Madan Kataria en 1998. Elle a été introduite au Congo en 2010 par Bienvenu Mepépé-Sidobé alias Cœur-à-Cœur et célébrée le 1er dimanche du mois de mai.

B.O.

AIRFRANCE
FRANCE IS IN THE AIR



AU DÉPART DE POINTE-NOIRE
MILAN

À PARTIR DE
648 900 FCFA TTC A/R

CHAMPIONNAT NATIONAL LIGUE 2

Le CESD et Etoile de Talas se neutralisent

Battue lors de ses trois premières sorties, l'Etoile de Talas a obtenu son tout premier point, le 7 mai au stade Alphonse-Massamba-Débat en faisant jeu égal de 3-3 face au Centre d'Etudes et sport La Djiri en match comptant pour la 4e journée du championnat national Ligue 2.



Nicolas Nguessi Ondama aux prises à un joueur de l'Etoile de Talas (Photo Adiac)

Une compétition au cours de laquelle Coddipa a perdu la main après sa défaite 0-1 face à la Jeunesse sportive d'Ollombo sur un but de Gaël Gankia à la 58e minute. Le nouveau leader de la zone A, s'appelle désormais le BNG. Cette équipe a battu l'AS Ntsiamba sur un score de 3-1. Comme BNG, l'AS Otoho a aussi placé la barre à dix en dominant à Djambala, Cara de la localité sur un score de 2-0. Les deux équipes devançant d'une unité Coddipa, l'ancien leader. La dé-

faite de l'ancien leader donnerait, sans nul doute, des regrets au CESD. Il manqué l'occasion de revenir à la hauteur de cette équipe après le partage des points avec l'Etoile du Congo. Les deux équipes se sont données coup pour coup pour obtenir ce résultat.

La rencontre semblait bien débuter pour le CESD. Dès la 11e minute, Chadrack Ndoua a détourné la frappe de Nicolas Nguessi Ondama dans ses propres filets. Clevit Christ

Oboka reparait cette erreur six minutes plus tard. Le CESD reprenait l'avantage à la 33e minute grâce Nguenimba Gastran. C'était sans compter sur la détermination de l'Etoile de Talas en seconde période. Cette équipe rétablit l'équilibre à la 66e minute par l'entremise de Yannick Ntsoukou. Joie de courte durée puisque deux minutes après, Nicolas Nguessi Ondama a inscrit le troisième but du CESD. L'Etoile de Talas a refusé de s'incliner pour la quatrième fois consécutive en égalisant à la 84e minute sur une belle frappe de Roga Koumpé Ompata. Le CESD compte désormais sept points avec le CS Oyonnax qui a dominé Yaba sport (2-1).

Les deux clubs ont tous les deux, une unité de moins que la JS Ollombo. Le TP Mystère a concédé sa deuxième défaite d'affilée en s'inclinant 1-2 devant le Réal Impact. Ajax de Ouenzé s'est contenté d'un nul d'un but partout face au Red Star. Son troisième match nul après quatre matchs prouve ses difficultés à décoller. Enfin, l'AS Beto a signé sa première victoire en dominant Aigles sport 2-1.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

CFA, 27e journée

Groupe A

Roye-Noyon bat Calais 3-2 avec une passe décisive de Damien Mayenga, sur le 2e but de son équipe. L'attaquant franco-congolais reste en tête du classement des buteurs avec 18 buts.

La réserve de Troyes s'incline à domicile face à Dieppe (0-1). Titulaires au coup d'envoi, Randy Goteni et Warren Tchimbembé ont été remplacés aux 70e et 45e minutes.

Roye-Noyon reste à la dernière place, avec 14 points de retard sur Dieppe, premier non-relégable. Avec 62 points, Troyes est 9e.

Groupe B

Grenoble et Bruce Abdoulaye s'imposent à Sochaux (1-0). L'ancien défenseur international congolais était titulaire sur le côté gauche.

Avec Charlevy Mabilia titulaire au poste de latéral droit, mais sans Hardy Bingoula, non retenu, la réserve d'Auxerre bat Sarre-Union (3-1).

Montceau et Christopher Missilou, titulaire, battent Chasselay (3-2). L'ancien Auxerrois a livré un match de qualité, au cœur du jeu. Sans Allan Dzabana, buteur avec les U19 face à Reims, Lyon bat Saint-Louis-Neuweg (2-1).

Le GF 38 profite du nul de La Duchère à Villefranche pour revenir à 1 point (79 contre 80). Troisième avec 76 points, Auxerre pourrait tenir le rôle de l'arbitre

puisque l'AJA recevra La Duchère lors de l'avant-dernière journée. La réserve de l'OL est 4e avec 74 points, tandis que Montceau remonte à la 12e place, avec deux longueurs d'avance sur la zone rouge.

Groupe C

Yhoan Andzouana a joué tout le match perdu par Monaco à Martigues (2-3).

Christian Madédé est resté sur le banc lors du match nul de la réserve de Marseille face à Pau (1-1).

Archi Fataki était titulaire lors du revers de Bayonne face à Colomiers (1-2).

Au classement, Monaco est 4e avec 64 points, devant Marseille, 10e avec 57 points, et Bayonne, 15e avec 43 points.

Groupe D

La réserve de Nantes chute à Romorantin, sans Jules Iloki (3-2).

Ted Lavie était titulaire lors du revers du Stade Bordelais à Vitry (1-2). Averti à la 57e. Sans Dalnath Miatoudila, resté sur le banc, Viry-Châtillon s'incline à domicile contre Bergerac (0-1).

Concarneau, qui se déplaçait à Bordeaux en match avancé (le 23 avril avec un but d'Yven Moyo), reste en tête du groupe avec 2 points d'avance sur Saint-Malo. La réserve de Nantes est 10e avec 56 points, tandis que Viry-Châtillon redescend à la 13e place. Le Stade Bordelais et les Girondins sont relégables.

Camille Delourme

IN MEMORIAM

08 mai 2006 – 08 mai 2016, voici dix ans que le Seigneur a soustrait à notre affection notre doux et bien-aimé papa



Bruno Etroubeka .

Les enfants Etroubeka Daniele, Etroubeka Sara, Etroubeka Isha, Etroubeka Caroline, Etroubeka Dan prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse pour lui pour ce triste anniversaire.

« Tu as laissé un grand vide en nous, nous t'aimerons toujours »

Mme Massamba née Céline Ndoundou, enseignante à la retraite, ses enfants: Mme Solange Adéline Massamba, ancienne hôtesse de l'air à Air Afrique, Didace Martial Massamba, ingénieur-capitaine de l'armée de l'air à la retraite, Brigitte Olga Rachel Massamba, agent de santé, Alain Patrick Massamba, journaliste à La Semaine Africaine, ses petits-enfants et famille ont le regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de Arsène Massamba, agent de police à la retraite, ancien



membre du Conseil paroissial, ancien membre de l'archiconfrérie du Saint-Esprit, membre de la confrérie Notre Dame du Perpétuel Secours (Supplique), de la paroisse Saint-Esprit de Mougali et ancien membre du Comité diocésain d'organisation de l'Archidiocèse de Brazzaville, décès survenu le lundi 2 mai 2016, à Brazzaville, des suites d'une maladie. L'inhumation aura lieu le vendredi 13 mai au cimetière Wayako (Brazzaville), après la levée de corps à la morgue municipale, suivie du recueillement au domicile familial, sis au 26 de la rue Bouzala, à Mougali (à côté du Bar Zénith), et de la messe de requiem en l'église Saint-Esprit de Mougali.

À VENDRE

Voiture de marque
Toyota Yarhis (gasoil)
en bon état.

Prix : 4 millions FCfa

Contact : 06 666 70 65

Vous venez de perdre un être cher
et vous souhaitez utiliser notre quotidien
pour le faire savoir à vos proches

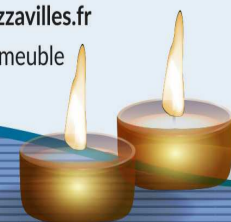


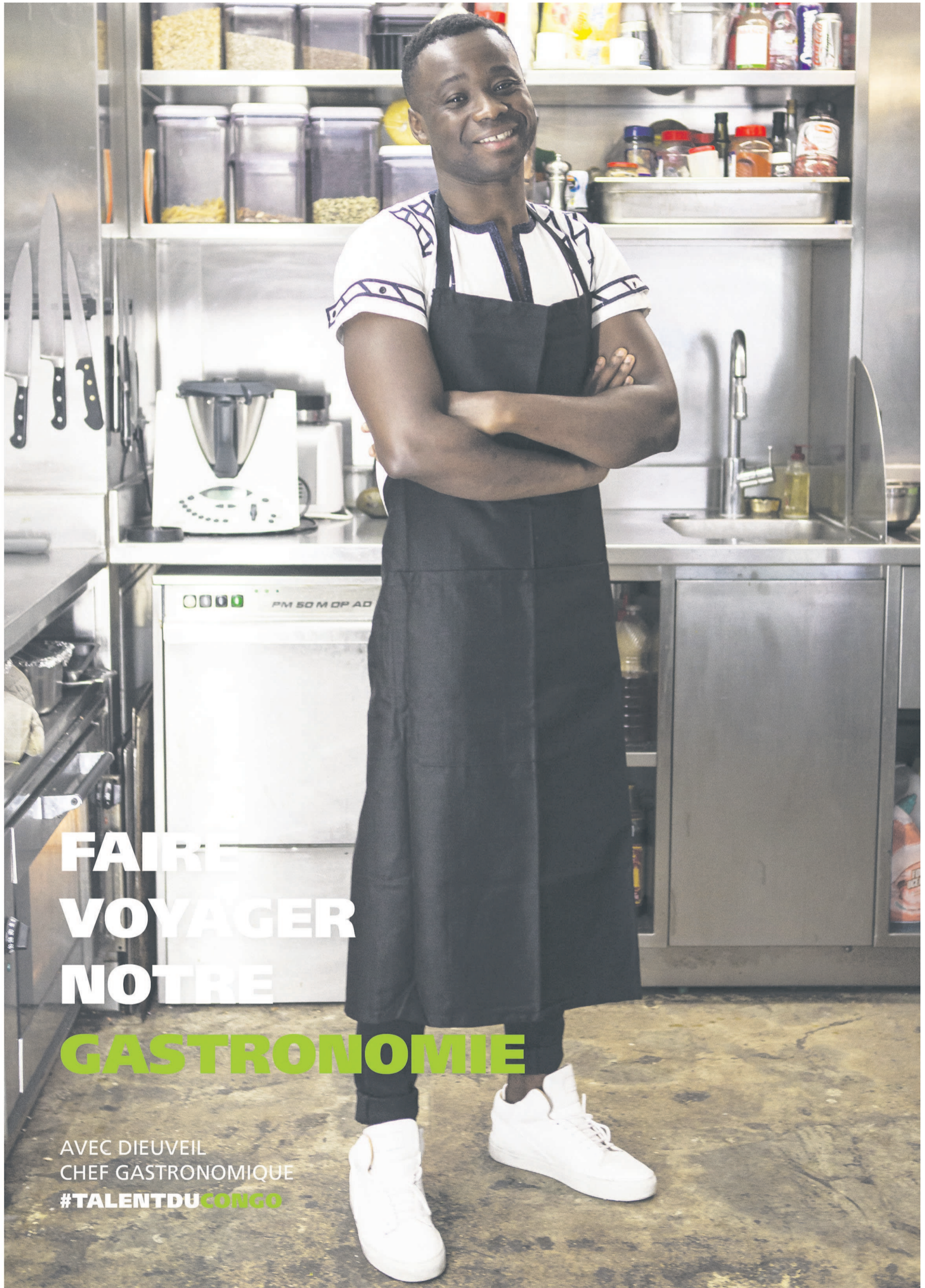
Une équipe de professionnels est à votre disposition

Tél: +242 05 532 0109

E-mail: regie@lesdepêchesdebrazzavilles.fr

84, bd Denis Sassou N'Guesso Immeuble
les Manguiers (Mpila), Brazzaville





**FAIRE
VOYAGER
NOTRE
GASTRONOMIE**

AVEC DIEUVEIL
CHEF GASTRONOMIQUE
#TALENTDUCONGO

RDC

Vers l'introduction d'un vaccin contre le choléra

La RDC va bientôt introduire le vaccin anticholérique dans la lutte contre le choléra et cela se fera plus dans les zones où cette maladie est épidémique afin de protéger les communautés contre cette maladie de mains sales.

La question est en train d'être débattue au cours d'un atelier de trois jours soit du 10 au 12 mai qui réunit des chercheurs, des acteurs de terrain, des planificateurs, des directeurs centraux et des programmes spécialisés du ministère de la Santé publique et des partenaires œuvrant dans plusieurs domaines. Durant trois jours, les participants vont réfléchir sur les différentes stratégies de la lutte contre le choléra pour élaborer, à la fin, un plan complémentaire pour opérationnaliser les interventions de vaccination dans les zones de santé cibles et formuler des recommandations qui vont permettre d'assurer la prise en charge globale du choléra en RDC et de permettre au pays de rêver d'un pays sans choléra.

Ouvrant cet atelier au nom du ministre de la Santé publique empêché, le secrétaire général a.i à la Santé, le Dr Marcel Mukengeshay, a souligné que cette réflexion « pourra baliser le chemin de l'introduction de la vaccination contre le choléra

en RDC par l'élaboration d'un plan opérationnel dans lequel toutes les parties prenantes s'identifieront et trouveront une part importante des actions à entreprendre, compte tenu de la priorité non négligeable à réserver aux mesures traditionnelles de lutte ». Le pays, fait-il savoir, dispose d'un nouveau plan stratégique multisectoriel du choléra pour la période 2013-2017 qui est encore en cours d'exécution. Ce plan s'articule sur six axes stratégiques, à savoir le renforcement des activités de surveillance épidémiologique, le renforcement des mesures de prévention, la mise en place d'intervention ciblées liées à l'accès, à l'eau potable, à l'hygiène et l'assainissement, la prise en charge médicale des cas, le renforcement de la coordination autour de la lutte contre le choléra et enfin la promotion de la recherche. Toutefois, ajoute-t-il, en dépit de toutes les stratégies de lutte, le choléra demeure un problème de santé publique en RDC parce que le pays est encore loin du seuil d'élimination de la maladie. Le taux de prévalence est supérieur à celui d'un cas pour 100 000 habitants fixés par l'OMS. « La RDC se trouve au premier rang mondial du nombre de cas et du nombre des décès dus au choléra pour l'année 2015 avec plus de 19 000 cas déclarés contre 271 décès.

Le choléra est endémique à l'est du pays alors qu'à l'Ouest, il est épidémique. Depuis le début de l'année, indique le secrétaire général à la Santé, la situation du choléra est marquée par une recrudescence des cas au niveau des provinces de l'ouest dont la Tshopo, la Mongala, l'Équateur et Kinshasa », a-t-il indiqué.

Une approche multisectorielle

De son côté, le Dr Benoit Kebela, responsable de la direction de la lutte contre la maladie, a déclaré que pour lutter contre le choléra, il faut penser à l'approche multisectorielle, il faut impliquer tous les secteurs, à savoir l'assainissement et l'eau. Dans les zones épidémiques, explique-t-il, on peut prévenir le choléra, c'est pourquoi il faut vacciner préventivement. Le Dr Bakary Sambou, cet atelier offre l'occasion de rappeler « le défi de l'implication de tous les acteurs dans la mise en œuvre des interventions de lutte contre le choléra en dehors du secteur de la santé ». Tout en encourageant les participants à l'assiduité au cours de ces travaux, Bakary Sambou attend d'eux non seulement le plan pour opérationnaliser la mise en œuvre de la vaccination à côté des autres interventions de base contre le choléra.

Aline Nzuzi

ENVIRONNEMENT

Arrestation d'un trafiquant des bonobos à l'Équateur

La personne tentait d'acheminer le grand singe en bateau vers Kinshasa.



Les bonobos

Un trafiquant des bonobos, ce grand singe protégé, a été arrêté à Mbandaka la semaine dernière, dans la province de l'Équateur. Selon des sources, les éléments de la Police nationale congolaise ont mis la main sur lui alors qu'il tentait d'acheminer en bateau un bonobo vers Kinshasa. Ces sources ont indiqué que le grand singe se trouve à présent au Jardin zoologique de Kinshasa, dans la commune de la Gombe, alors que le trafiquant, lui, est déféré devant la justice.

Il est, en effet, noté que la loi congolaise de 2014 sur la faune en RDC punit toute personne reconnue coupable d'avoir tué, blessé, capturé ou encore en possession d'un animal entièrement protégé, y compris l'éléphant, d'une peine de prison d'un à dix ans et/ou d'une peine d'amende de 5 à 10 millions de francs congolais (5 500 à 11 000 dollars américains). Le trafic international impliquant des espèces intégralement protégées, tel que le trafic illégal d'ivoire est puni encore plus sévèrement de cinq à dix ans de prison et/ou d'une amende de 25 à 100 millions de francs congolais (27 000 à 110 000 dollars américains).

L.D.

EXPLOITATION DU PÉTROLE DU LAC ALBERT

Le géant français Total achève la phase d'exploration

Les résultats des analyses de données sismiques prélevées seront envoyées dans un laboratoire à Paris pour interprétation.

Les travaux d'exploitation amorcés sur le site pétrolier Bloc III Graben Albertine situé à la plaine du lac Albert dans la nouvelle province de l'Ituri sont en instance de finalisation, du moins pour sa première phase. C'est ce que vient d'annoncer, il y a quelques jours, l'entreprise canadienne Telsa qui s'est investie dans les travaux d'exploitation de ce site pétrolier acquis par le géant pétrolier français Total. Celui-ci avait reçu des autorités compétentes congolaises, les autorisations nécessaires pour exploiter l'or noir contenu dans le Graben Albertine. C'est en vertu de cette couverture légale que Total opère en Ituri en mettant à contribution sa puissance financière et technique dans l'exploitation du brut du bloc 3.

Les travaux de recherches ont débuté il y a deux mois et demi et concernent une étendue d'environ 246 kilomètres qui couvre la plaine du lac Albert. Ces recherches ont consisté principa-

lement en des tests sismiques permettant de visualiser les structures géologiques du site en prévision de l'exploitation pétrolière. Nonobstant la fin des recherches, il faudra patienter pour voir le démarrage effectif de l'exploitation pétrolière du lac Albertine, les résultats des analyses de données sismiques prélevées sur ce site devant, au préalable, être envoyées dans un laboratoire à Paris pour interprétation. À en croire des spécialistes, il faudrait attendre près d'une année pour que les résultats des investigations soient rendus publics. C'est en fonction desdits résultats que dépendra la suite du processus, soit débiter avec la phase de forage de puits de pétrole dans la région, ou soit y renoncer carrément. L'investissement du géant français Total dans le bloc 3 du Graben Albertine est apprécié à sa juste valeur par la communauté locale qui attend beaucoup de son exploitation tout en espérant que cela va booster le développement socio-économique de la contrée. Au niveau des autorités, l'on espère que cet investissement aura une incidence positive sur le budget national en renflouant les caisses de l'État.

Alain Diasso

ÉDUCATION

Des écoles qui ne répondent pas aux normes modernes

En pleine vingt-et-unième siècle, on dote la jeunesse des écoles sans installations électriques alors que les nouvelles technologies sont, depuis plusieurs décennies déjà, incluses dans la formation tant dans la capitale que dans les provinces.

Le gouvernement de la République se bombe la poitrine, au sujet de son projet qui vise la construction d'écoles à travers le pays. Aujourd'hui, ce projet donne déjà du fruit car plusieurs centaines d'écoles sont construites et permettent de prendre en charge l'éducation de milliers d'enfants. Mais un passage dans ces établissements révèle plusieurs faiblesses. À voir ce qui est fait, on constate que dans leurs prévisions, les initiateurs de ce projet n'ont pas prévu de doter chaque école construite que de six salles de classe ou locaux. Ici, la densité de la population ou le besoin n'est pas tenu en compte. Ce qui fait qu'une école construite à N'Djili, dans la Tshangu où les enfants en âge scolaire sont nombreux, par exemple, n'a la capacité de prendre que quatre cent quatre-vingt élèves en raison de quarante par classe, alors que le gouvernement a la possibilité de donner plus en construisant plus de locaux voire plus d'écoles. Le second problème est une certaine mauvaise perceptibilité, le constructeur n'a prévu aucune possibilité d'électrification de ces locaux, quand bien même que la fourniture en énergie électrique pose problème depuis un certain temps. « Comment est-ce qu'on peut construire une école en pleine vingt et unième siècle sans prévoir son électrification », s'est demandé un parent qui a constaté qu'aucune disposition n'a été prise dans ce sens.

Aujourd'hui où les nouvelles technologies sont de mise dans l'instruction et l'éducation, l'utilisation dans ces écoles construites par le gouvernement de



Le bâtiment abritant le bureau d'une école de N'Djili photo Adiac

retroprojecteurs et autres matériels exigeant l'électricité va obliger les utilisateurs à recourir au groupe électrogène alors que pour les salles de classes des écoles construites à l'époque coloniale ont toutes été électrifiées. « Si donc le ciel s'assombrissait pendant que les élèves sont encore en classe, les enseignants seront obligés d'arrêter de dispenser leurs cours parce que la lumière serait insuffisante », a souligné ce parent qui sortait d'une réunion dans une école construite à N'Djili. Pire, a-t-il fait constater, même les bureaux ne sont pas électrifiés. « Donc, s'il faut utiliser l'ordinateur, le directeur devra se munir d'un portable qu'il devra charger chez lui, à la maison. Mais le problème subsistera parce qu'il lui faudra aussi imprimer et l'imprimante n'a pas de batterie intégrée », a-t-il fait remarquer. Des sources proches d'écoles construites ont, par ailleurs, noté que le gouvernement a financé à hauteur de cent mille dollars américains, la réalisation de chacun de ces ouvrages scolaires dont certains sont déjà remis aux utilisateurs.

Lucien Dianzenza

MINE DE TENKE FUNGURUME

Le chinois CMOC rachète les parts de Freeport-McMoRan

Il s'agit de la plus importante transaction dans le secteur du cuivre depuis la vente par Glencore de sa mine de Las Bambas au Pérou pour 6 milliards de dollars en 2014.



La mine de Teke Fungurume

2,65 milliards de dollars (soit 2,32 milliards d'euros) en numéraire, tel est le montant colossal déboursé par le chinois China Molybdenum (CMOC) pour le rachat des parts revenant au groupe minier américain Freeport-McMoRan dans la mine de cuivre et de cobalt de Tenke dans l'ex-Katanga. Cette transaction est présentée comme la plus importante dans le secteur du cuivre en RDC. Au moment où le contexte économique mondial est à l'excès d'offres en raison de la chute du cours du cuivre, Freeport autant que d'autres opérateurs du secteur, a pris l'option de sabrer dans ses dépenses et de céder ses actifs pour réduire son endettement. Réputé être le plus grand producteur de cuivre coté au monde, Freeport a vendu pour environ 4 milliards de dollars d'actifs alors que sa dette s'élève à près de 21 milliards de dollars.

À l'opposé, China Molybdenum ne cesse de multiplier ses acquisitions à travers le monde dans les matières premières pour alimenter ses usines. La transaction avec Freeport est la deuxième du genre réalisée dans deux semaines après le rachat fin avril à Anglo American de ses activités dans le niobium et les phosphates au Brésil pour 1,5 milliard de dollars. Pour rappel, la mine de Tenke Fungurume au Katanga, dans le sud de la RDC, est l'un des plus grands gisements de cuivre au monde. L'extraction y a débuté en 2009 et elle est détenue à 56% par Freeport, via la participation de 70% de ce dernier dans une holding basée aux Bermudes.

Alain Diasso

INSTITUT FRANÇAIS

Jazzkif rendra hommage à Papa Wemba

Placé au cœur de la Semaine française, l'évènement qui se tiendra du 1er au 4 juin à la Halle de la Gombe entend à sa manière honorer la mémoire du « roi de la rumba » disparu il y a à peine trois semaines.

La grande bache publicitaire bien en vue sur la façade principale de La clé des Châteaux située sur le Boulevard du 30 Juin en face de la Biac et l'INSS à Gombe annonce la couleur. Ce support qui s'est ajouté depuis peu à la centaine que l'on retrouve dans la ville n'a pas seulement pour office de rappeler au bon souvenir de tous le désormais feu Papa Wemba. En effet, à la différence des autres, il avise les Kinois que l'évènement jazz de la ville, à savoir le Festival JazzKif, va souffler ses dix bougies sous peu. Et, l'occasion de cet anniversaire, vu la période, ne saurait qu'être rattachée à la personne de l'illustre disparu qui, du reste, n'était pas étranger au jazz.

Autant que l'on fait ces derniers jours tous les artistes de la République, le JazzKif a à l'esprit de rendre hommage à cet icône de la musique congolaise en incorporant quelques-uns de ses airs dans la programmation. Stéphanie Suffren, membre de l'organisation, a à cet effet annoncé l'interprétation de certaines de ses chansons par les stars à l'affiche à cette dixième édition.

Ray Lema qui de toute évidence sera l'hôte de marque, il a en tout cas tout pour être d'une édition dite « de la maturité » va la clore le samedi 4 juin. Le JazzKif lance à cet effet une invitation aux mélomanes de la ville à « découvrir ou redécouvrir cette légende vivante de la musique africaine avec son projet "Nzumbu" ». Savoir que dans ce cadre, ce grand nom de la musique reconnu mondialement, notre fierté, s'accompagne de musiciens de talents comme lui. Il s'agit du guitariste brésilien Rodrigo Viana auxquels il faut ajouter deux chanteurs de la rive droite du fleuve, en l'occurrence Freddy Masmamba et Ballou Canta. Par ailleurs, l'on note que la tête d'affiche du JazzKif y fêtera ses 70 ans, un événement dans un événement.



JazzKif 2016 annonce la couleur

L'affiche, Ray Lema la partage notamment avec Jafrozz, ce groupe bien connu que l'on a coutume d'associer à la personne de son leader, le fameux Paul Le Perc, également un des fondateurs du JazzKif. Il donnera le ton du festival avec à ses côtés, le saxophoniste Pierre Vaiana dit « Mwalimu ». Lequel est présenté tel « son compagnon de la première note et de la première édition ». Ils ne seront pas seuls à agrémenter cette soirée d'ouverture du 1er juin. En effet, y est aussi annoncé le Camerounais Blick Bassy. Jusqu'ici, la seule voix féminine annoncée aux dix ans de JazzKif reste la lauréate du Prix Découvertes RFI 2015, Elida Almeida. La chanteuse originaire du Cap Vert, qui fait d'ailleurs la couverture de l'actuel agenda de la Halle de la Gombe jouera le 2 juin. L'organisation pense assurément que les Kinois ne manqueront pas d'apprécier sa musique qui, a souligné Stéphanie Suffren, « rappelle étrangement la musique congolaise ». Baloji et l'orchestre de la Katuba vont succéder à Elida Almeida sur le podium la nuit du 3 juin et y précéder son aîné Ray Lema. Le jeune qui s'accompagne depuis plusieurs années d'une autre valeur sûre de notre musique, savoir le bassiste Dizzy. Kinshasa va découvrir son dernier album « 64 Bits And Malachite ».

Nioni Masela

FOOT/WEEK-END DES RD-CONGOLAIS À L'ÉTRANGER

Kebano, Ndongala et Kagé buteurs

Trois Congolais ont été buteurs dans leurs clubs respectifs au cours du week-end dernier en Belgique. Mais plusieurs autres ont été titulaires dans d'autres championnats nationaux européens. La radioscopie de leur prestation.

En Angleterre, Norwich s'est incliné, le 7 mai, sur sa pelouse face à Manchester United (1-0) en match comptant pour la 37e journée. Mbokani est entré à la 63e minute à la place de R. Brady. Youssouf Mulumbu ne figurait pas sur la feuille de match. Le défenseur central Chancel Mbemba a une fois de plus été titulaire lors du match nul de Newcastle face à Aston Villa (0-0). Mbemba a même figuré dans l'équipe type de la 37e journée de la Premier League anglaise. Et Yannick Yala Bolasia a bien tenu sa place lors de la victoire de Crystal Palace sur Stoke City (2-1). Et Giannelli Imbula était titulaire dans les rangs de Stoke City. Benik Afobe Tunani est entré en jeu à l'heure de jeu à la place de Wilson lors du match nul d'un but partout entre Bournemouth et West Bromwich Albion. Pour sa part, le jeune Jonathan Leko, titulaire au coup d'envoi, a été remplacé à la 86e minute du côté de West Bromwich Albion. En Espagne, Villarreal ne s'est pas remis de son élimination en de-

mi-finale de l'Europa League par Liverpool (1-0, 0-3). Les Sous Marins jaunes se sont inclinés à domicile face aux joueurs de Deportivo La Corogne par zéro but à deux. Titulaire, Bakambu a cédé sa place à la 61e minute à Adrian alors que Villarreal avait déjà encaissé les deux buts. Malgré sa qualification en finale de l'Europa League au dé-



Hervé Kage auteur d'un doublé pour Courtrai

triment de Shaktiar Donetsk, le FC Séville n'a pu rien faire à domicile face à la modeste formation de Grenade, balayé par un but à quatre. Le milieu récupérateur Steven Nzonzi ne figurait pas sur la feuille de match du côté de Séville. En Italie, Paul-José Mpoku est entré en jeu à la 27e minute à la place de Gobi blessé, mais il n'a pas empêché le naufrage de Chievo Verone face à l'AS Roma, battu trois buts à zéro. Au Portugal, Tripy Makonda

est resté sur le banc lors du match nul (0-0) entre Academica Coimbra et Sporting Braga. En Turquie, Jérémy Bokila a débuté la partie avec Eskisehirspor qui a fait match nul avec Gaziantepspor (1-1). Lattaquant congolais est sorti à la 70e minute. Larrys Mabilia était titulaire lors du match de Kayserispor sur le terrain d'Akhisar Belediyespor (1-1). Cédric Makiadi a joué tout le match lors de la déroute de son club Caykur Rizespor sur le terrain de Trabzonspor (0-6).

Au Pays-Bas, le jeune belge de souche RD-congolaise Anthony Limbombe a été titulaire dans les rangs de NEC battu par Feyenoord par zéro but à un. Nathan Kabasele est resté sur le banc lors du match à égalité de De Graafschap face à Ajax d'Amsterdam (1-1). Un autre jeune Belge d'origine congolaise, Maecy Ngombo, est entré en jeu à la 66e minute lors de la défaite de Roda JC face à Willem II (2-3). Du côté de Willem II, le jeune belge de souche congolaise Andy Kawaya est resté sur le banc des remplaçants. Abel Tamata ne figurait pas sur la feuille de match alors que son club, Groningen battait Heracles (2-1).

Les RD-Congolais de France et de Belgique...

En France, Michaël-Jordan Nkololo est entré en jeu à la 84e minute lors de la victoire de Caen sur le terrain

de Nantes (2-1). Makengo n'était pas sur la feuille de match du côté de Caen. Du côté de Nantes, l'on note la titularisation du défenseur congolais Anthony Walongwa. John Tshibumbu est resté sur le banc lors de la sévère défaite à domicile du Gazélec Ajaccio face au Paris Saint-Germain. Le jeune milieu terrain parisien Christopher Nkunku a été titulaire avant de céder sa place à la 78e minute. Le jeune défenseur Omenuke Mfulu est entré en jeu à la 46e minute à la place de Conte lors de la défaite de Reims à domicile face à l'Olympique de Marseille. Et Aldo Kalulu n'était pas sur la feuille du match lors de la surprenante large victoire de Lyon sur Monaco (6-1). Marcel Tisserand était dans le onze de départ de Toulouse coaché par l'entraîneur Pascal Dupraz et vainqueur de Troyes par un but à zéro. Chris Mavinga n'a pas été sur la feuille du match du côté de l'Estac. En L2, Yeni Ngbakoto a donné la victoire à Metz face à Tours, en inscrivant le deuxième but des siens (2-1). Lui qui a déclaré récemment à Jeune Afrique être disposé à porter le maillot de la sélection de la République démocratique du Congo.

En Belgique, Neeskens Kebano a été buteur à la 47e minute avec



Dieumerci Ndongala, buteur à Charleroi

Genk victorieux de Zulte Waregem par deux buts à zéro dans le cadre du Play-Off de la Jupiler Pro League. Il a été remplacé à la 85e minute. Et Joël Sami a été titulaire dans la charnière centrale de la défense de Zulte Waregem. Hervé Kage a été l'artisan de la victoire de Courtrai sur Mouscron Péruwelz (3-2). Titulaire, il a signé un doublé au cours de cette rencontre (52e et 73e minutes) Enfin, Dieumerci Ndongala a activement participé à la nette victoire de Charleroi sur le terrain de Saint-Trond (3-0). Ndongala a inscrit le deuxième but des Carolos à la 45e minute, avant de céder sa place à la 85e minute. Aux États-Unis, Cédric Mabwati est resté sur le banc lors du palpitant match à égalité de Columbus Crew et Montréal Impact (4-4).

Martin Engimo

7^e ÉDITION DU FORUM GREEN BUSINESS

Le Rajev prêt à contribuer à la réussite de l'évènement

Une délégation conduite par Lucie Prisca Condhet, coordonnatrice du point focal du Réseau africain des journalistes pour l'économie verte (Rajev), a échangé le 9 mai avec Sylvestre Didier Mavouenzela, président de la Chambre consulaire de Pointe-Noire, dans le but de participer activement à la réussite de la 7^e édition du forum Green Business prévue du 17 au 19 mai à Pointe-Noire.

Composée d'une vingtaine de journalistes issus des divers organes de presse tant publics que privés de la place, la délégation a présenté à Sylvestre Didier Mavouenzela un document dans lequel le Rajev sollicite un quota conséquent pouvant permettre à ses membres de participer à cet important évènement.

Dans ce document, le Rajev sollicite également une formation de renforcement des capacités des membres afin que ces derniers soient plus outillés dans la sensibilisation des populations en matière de l'économie verte. Ravi de ce partenariat naissant, Didier Sylvestre Mavouenzela, président du comité d'organisation du forum Green Business, a dit : « Je suis très heureux de votre mobilisation pour



La photo de famille des membres du Rajev et le président de la chambre consulaire de Pointe-Noire Crédit photo «Adiac»

cette édition. C'était le souhait de la chambre que ce réseau puisse vivre concrètement. Nous sommes conscients que cette économie verte ne peut se développer que par la mobilisation de l'ensemble de la population congolaise. Seuls les journalistes que vous êtes

peuvent contribuer à la mobilisation de tous. Nous allons tout faire pour organiser des formations à votre intention chaque fois qu'un partenaire fera le déplacement de Pointe-Noire. Nous nous chargerons de pouvoir organiser une formation par rapport à l'économie verte » et d'ajouter : « Sachez que l'économie verte est très vaste.

En tant que journaliste, je souhaiterai que chacun de vous essaie se spécialiser sur une de ses branches. Ainsi, on aura des vrais experts en la matière. Pour le reste, la chambre adhère totalement à vos propositions tout en espérant que nous allons avoir une belle édition cette année ». Au cours du fo-

rum, à côté des articles et des émissions qui seront produits et diffusés par les différents organes de presse, le point focal du Rajev produira des articles (reportage, portrait, interview, tribune) sur des thèmes précis en lien avec le Green Business.

Hervé Brice Mampouya



BUROTOP IRIS

HUAWEI Mate S



HUAWEI



- * Ecran 5,5"
- * 3Go de RAM
- * 64Go de mémoire (extensible à 128Go)
- * Double SIM 4G
- * Processeur Octa-Core à 2.2GHz
- * Appareil photo 13 Mp
- * Android 5.1
- * Garantie 1 an

au prix exceptionnel de **475 000** FCFA ht

www.burotopiris.com

4 Avenue FOCH - Brazzaville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tel: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

SANTÉ

Amélioration de la qualité des soins et la réduction des coûts

La synthèse des activités du processus de mise en œuvre du Projet relatif au Financement des prestations sanitaires sur la base de la performance (FBP) ou du résultat (FBR) a été rendu public récemment à Pointe-Noire après plusieurs mois d'activités.

Depuis près de cinq ans, ce projet qui vise l'amélioration de la qualité des soins dans les formations sanitaires est mis en œuvre dans les départements des Plateaux, de Brazzaville, du Pool, de la Bouenza et du Niari. À Pointe-Noire, l'association nationale pour l'éducation prénatale (Anép-Congo) a été sélectionnée en qualité d'agence de contractualisation et vérification du financement basé sur la performance. Celle-ci a travaillé avec certaines associations locales qui excellent dans les domaines de la santé, de la lutte contre la pauvreté, du soutien et de l'encadrement des personnes vulnérables...

Pour la mise en œuvre du FBP/FBR, trois phases principales ont eu lieu, à savoir l'atelier de sen-



Des patients au CSI Madeleine Mouissou Crédit photo»Adiac

sibilisation des leaders des associations locales sélectionnées à cet effet en vue de les préparer à la réalisation des enquêtes communautaires, l'atelier de formations locales sur l'enquête communautaire, la réalisation de l'enquête communautaire dans les ménages fixés dans les aires de santé retenues. Le Consortium panafricain des droits de l'homme et de lutte contre la toxicomanie (CPDHLCT) a par-

ticipé activement à ces activités aux côtés d'autres ONG et associations évoluant à Pointe-Noire. Ainsi, sur la réalisation de l'enquête communautaire dans les ménages fixés dans les aires de santé par exemple, l'enquête que l'ONG CPDHLCT a effectué pendant sept jours durant dans les ménages a permis de se rendre compte du degré d'appréciation par les utilisateurs, des prestations sanitaires dans les centres

de santé du département de Pointe-Noire. Un certain nombre d'avis négatifs liés à l'inorganisation matérielle des structures sanitaires qu'à la qualité des soins et au coût y afférents a également été recueilli. Selon Victor Kaya, directeur exécutif du CPDHLCT, « L'analyse faite des résultats de cette première enquête dans les ménages démontre qu'en dépit des sommes d'argent déjà mis à la disposi-

tion de certains centres de santé publics et privés du département de Pointe-Noire, les populations ont encore une mauvaise appréciation de la qualité des soins offerts par leurs centres respectifs ». Et d'ajouter : « Il ressort des résultats de cette enquête que les objectifs poursuivis par le projet relatif au financement des structures sanitaires du département de Pointe-Noire, en fonction de la performance sont encore loin d'être atteints. Il serait en revanche souhaitable que les principaux partenaires au projet du FBP/FBR révisent leurs stratégies afin que les résultats escomptés soient atteints pour un accès équitable des populations du département de Pointe-Noire aux soins de santé ». Signalons que ce projet qui consiste à améliorer la qualité et de promouvoir l'accès aux soins de santé dans les formations sanitaires du Congo Brazzaville est un projet du gouvernement congolais en partenariat avec la Banque mondiale. Il a été mis en route depuis 2011.

Hervé Brice Mampouya

PATRIMOINE CULTUREL

Une exposition sur le kiébé-kiébé dans la ville océane

Intitulée «À la découverte du Congo et sa culture», cette exposition se déroulera du 21 au 22 mai à l'espace culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard.

L'événement est organisé par Yves Dubois, passionné des œuvres d'art et du Kiébé-Kiébé en collaboration avec l'écrivain congolais résident en France, Emmanuel Okamba, avec le soutien de certains partenaires parmi lesquels Total E&P Congo, Unicongo et Les Dépêches de Brazzaville. L'exposition est constituée de plus de 100 marottes de différentes formes ayant chacune un sens et une signification bien précise. Cette exposition est aussi constituée des robes en raphia portées lors de la danse Kiébé-Kiébé et les attributs des responsables. Outre l'exposition, d'autres activités auront lieu, notamment la présentation de la société initiatique du Kiébé-Kiébé, la visite commentée de l'exposition, l'exécution de la danse Kiébé-Kiébé par des initiés vivant à Pointe-Noire.

La passion pour le kiébé-kiébé a grandi au fur et à mesure qu'il achetait les marottes mais le déclic est venu de la découverte de deux livres sur le kiébé-kiébé. «Il s'est trouvé que j'ai vu sur Internet qu'il y avait deux livres sur le kiébé-kiébé ; celui du Musée Galerie du Bassin du Congo et celui du Pr Emmanuel Okamba sur l'Éthique du Kiébé-Kiébé et promotion du leadership chez les Mbossi du Congo... je suis donc entré en contact avec Emmanuel Okamba qui m'a donné quelques explications sur le kiébé-kiébé à partir des marottes qui ont toutes un sens et j'ai trouvé ses explications intéressantes cela m'a poussé à acheter davantage», a expliqué Yves Dubois. L'exposition, a-t-il poursuivi, est organisée en prélude de la sortie de la deuxième version du livre sur le kiébé-kiébé :

« L'idée de l'exposition de Pointe-Noire est venue du Pr Emmanuel Okamba qui a le mérite de rapprocher le kiébé-kiébé de ce qui se faisait en Égypte, au Brésil, en Grèce et autres pays. Il va



Vue d'une marotte et un danseur de Kiébé Kiébé Crédit photo «DR»

mettre sur le marché la deuxième version de son livre et nous avons pensé qu'en attendant que cela ne soit fait, on pouvait organiser cette exposition.» L'objectif est d'aider les Congolais à conserver leurs racines : « Cela fait 30 ans que je vis en Afrique et 10 ans au Congo, je voudrais que les expatriés qui vivent ici participent aussi aux événements du Congo et connaissent sa culture et que les Congolais ne perdent pas leurs racines parce qu'à Pointe-Noire beaucoup ne savent pas ce qu'est le kiébé-kiébé. Pour moi, à la longue, on pourrait organiser une exposition qui concerne la culture Vili, Pumu et autres pour ne pas qu'ils perdent les racines. Outre l'exposition prévue à Pointe-Noire, le Musée galerie du Congo a déjà mis en lumière le Kiébé Kiébé notamment à travers les expositions organisées tour à tour au Brésil et à Cuba ».

Charlem Léa Legnoki & Lucie Prisca Condhet

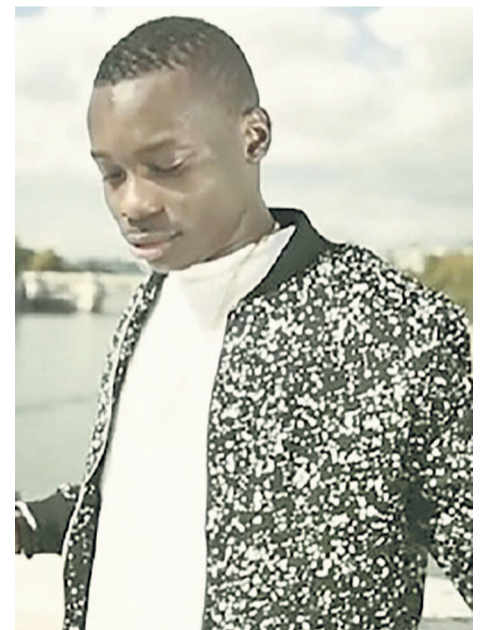
MUSIQUE

Sidiki Diabaté va à la conquête du public ponténégrin

À peine âgé de 23 ans, Sidiki Diabaté est considéré comme l'un des artistes maliens les plus en vue. Valeur montante du rap dans son pays, cet artiste multi-instrumentiste a déjà rempli les stades de Bamako et enchaîne avec les tournées. Le 21 mai, il sera à Pointe-Noire pour livrer un concert à l'hôtel le Ruisseau. Une production signée Genèse Group et JM-Snik prod.

Sidiki Diabaté, le prince de la Kora, comme l'appelle ses fans, est un artiste musicien talentueux originaire d'une grande famille de griots. C'est la star incontestée du moment dans son pays. Ce jeune artiste âgé à peine de 23 ans draine des foules partout où il se produit. C'est depuis sa plus tendre enfance que Sidiki Diabaté est bercé par la musique. L'initiation vient de son père, Toumani Diabaté, un grand maître de Kora avec qui il signe d'ailleurs un album intitulé «Toumani et Sidiki». Cet opus riche en son avec un répertoire Mandingue va marquer le début d'une carrière flamboyante.

Pour donner une autre dimension à sa carrière, Sidiki Diabaté va créer un style propre qui intègre le répertoire traditionnel mandingue que les griots se transmettent de père en fils. De cet héritage traditionnel, il ajoute une touche personnelle à sa carrière de beat maker avec son binôme rappeur, Iba One mais également Gaspi. Très rapidement,



Sidiki Diabaté Crédit photo DR

il enchaîne les tournées et remplit les salles et les stades de Bamako. Le 21 mai, le jeune chanteur malien sera à Pointe-Noire pour livrer un concert pour égayer les Ponténégrins.

Mais ce qui a vraiment propulsé Sidiki Diabaté, c'est son titre « Ignanafi Debena » repris par Booba qui l'a, par la suite, intitulé « Validé ». Le rappeur l'a même invité à partager un duo sur la scène de Bercy devant 25 000 personnes. Rappelons que Sidiki Diabaté est un artiste complet, il est à la fois pianiste, auteur-compositeur, interprète, programmeur, arrangeur et ingénieur de son. Son originalité réside dans la magie qu'il a su faire naître du mélange entre l'instrument traditionnel, la Kora, et la programmation numérique.

Hugues Prosper Mabonzo

Denis Sassou N'Guesso commémore le 10 mai à Oyo

Le président de la République s'est incliné devant la tombe de sa défunte mère, Emilienne Mouebara.



Denis Sassou N'Guesso après le dépôt de la gerbe de fleurs

Le rituel a été une fois de plus respecté, ce 10 mai 2016, à Oyo, dans le département de la cuvette, à 400 kilomètres au nord de Brazzaville, où le président Denis Sassou N'Guesso a déposé une gerbe de fleurs sur la tombe de sa mère, décédée voici 34 ans déjà.

La cérémonie qui s'est déroulée en fin de matinée devant une assistance nombreuse a connu la participation du Premier ministre, de quelques membres du gouvernement et parlementaires, des responsables administratifs, des autorités préfectorales et sous-préfectorales, des amis ainsi que des membres de la famille du chef de l'Etat.

De source protocolaire, le président de la République qui séjourne à Oyo depuis le 07 mai visitera un certain nombre d'unités de production installées dans la zone, parmi lesquelles l'usine de fabrication de panneaux solaires d'Edou où les travaux sont suffisamment avancés.

Les Dépêches de Brazzaville

MINISTÈRE DES SPORTS ET DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE

Léon Alfred Opimbat expose ses nouveaux défis

Au cours d'un échange interactif avec la presse sportive nationale, Léon Alfred Opimbat réconduit à son poste a défini les axes prioritaires du département des Sports et de l'éducation physique.

pourrions corriger ce qui est faible et surtout d'améliorer ce qui est bon. (...) Nous remercions les journalistes pour nous avoir fait des suggestions qui vont permettre au ministère des Sports de pouvoir améliorer ce que nous avons pu



Léon Alfred Opimbat faisant le point de sa rencontre avec la presse (photo Adiac)

L'échange du 9 mai au salon VIP du stade Alphonse-Massamba-Débat entre le ministre des Sports et de l'éducation physique et les journalistes s'inscrit, selon lui, dans le cadre du relais des actions du ministère des Sports et de l'éducation physique et pour aller plus loin ensemble dans le cadre du programme du président de la République. « Nous avons pensé commencer cette étape par cette rencontre interactive avec les journalistes qui ont été les grands observateurs, et nous leur avons demandé de relever toutes les faiblesses de notre action pour qu'ensemble nous

faire pour que cet objectif de développement du sport puisse être atteint », a commenté le ministre des Sports et de l'éducation physique après l'échange. Pour les axes prioritaires, Léon Alfred Opimbat mettra l'accent sur la mise en œuvre du développement national des sports, validé en novembre dernier et dont le travail est désormais orienté dans le cadre de son opérationnalisation. Il a promis aussi entretenir les relations partenariales avec les fédérations sportives nationales, sans lesquelles, le développement des sports ne sera pas possible. Outre la gestion des infrastruc-

tures sportives, le ministre des Sports et de l'éducation physique a aussi à cœur la volonté de rechercher les financements additionnels. Tout ceci, a-t-il dit, est à inscrire dans un véritable dynamisme positif qui favoriserait le développement des sports au Congo.

« J'ai pris les volets comme les relations avec les fédérations sportives, la gestion des infrastructures, la recherche des financements additionnels, la gouvernance. Il y a donc sept axes stratégiques qui méritent d'être bien affinés et c'est le travail que nous allons faire pour permettre que tous les ans nous puissions financer toutes les actions qui découleraient de ces axes stratégiques qui nous permettraient justement d'aller sur un tableau de bord pour favoriser le développement cohérent du sport et de l'éducation physique dans notre pays », a-t-il ajouté. Léon Alfred Opimbat a, par ailleurs, rappelé les rendez-vous imminents auxquels son département doit faire face. Il s'agit des préparations des éliminatoires de la CAN 2017 et de la Coupe du monde pour ce qui est du football. Il y a également pour le handball, la préparation du Challenge Edith Lucie Bongo Ondimba en fin d'année en Angola. « Ce sont des rendez-vous déjà identifiés mais l'appel que nous lançons est que, les fédérations que nous allons rencontrer dans quelques jours, puissent présenter suffisamment à temps leur programme qui permettront justement les études et les recherches des financements adéquats », a-t-il conclu.

James Golden Eloué et R.N.M.

FÉDÉRATION CONGOLAISE DE BASKETBALL

Statuts et règlement modifiés

C'est au cours d'une assemblée générale extraordinaire tenue le 8 mai à Brazzaville que les textes fondamentaux de la Fédération congolaise de Basketball (Fécoket) ont subi des modifications : « Pour les harmoniser avec les changements qui s'imposent », souligne le communiqué final des travaux dirigés par, Albert Mboussa, président par intérim de ladite fédération.

Quatorze articles ont été modifiés dans les statuts de la Fécoket. Au nombre desquels, l'article 12 de l'ancien texte qui fixait les droits d'affiliation à la fédération à 50.000Fcf a été revu. Ces droits reviennent désormais à 100.000Fcf, soit le double. Par ailleurs, la cotisation annuelle qui était à 10.000Fcf est passée à 20.000Fcf (article 14).

C'est l'article 30, sur le droit de vote qui a plus alimenté les débats. Dans son ancienne version, elle stipulait : « Ont droit de vote: les délégués des clubs ayant participé au championnat national ou départemental; les délégués des ligues; les membres du bu-



Le présidium de l'assemblée générale extraordinaire de la Fécoket Crédit photo Adiac

reau exécutif; les représentants des associations affiliées; les représentants du corps national

des entraîneurs; du corps national des arbitres; des anciens sportifs internationaux et la représentante des dames ». La nouvelle version de cette disposition accorde le droit de vote, entre autres, aux représentants

des clubs de première division senior homme ou dame. Un des responsables des clubs des ca-

tégories juniors et cadettes est monté au créneau, se sentant privé du droit de vote. Après une série d'échanges contradictoires, un compromis a été finalement trouvé. Le même travail d'ajout et de rectification a été fait sur plus d'une dizaine d'articles du Règlement intérieur de la Fécoket. Les textes fondamentaux modifiés ont été adoptés.

Parmi les grands changements figure la reconnaissance par la fécoket, dans ses nouveaux textes, de la Chambre de Conciliation et d'Arbitrage du Sport (Ccas). Cette instance juridique est chargée de régler les conflits en milieu sportif congolais. Si par le passé la Ccas ne pouvait pas juridiquement trancher les différends au sein de la fédération nationale de basketball, elle le peut désormais parce que reconnue par les textes fondamentaux qui

régissent la Fécoket, avant de saisir les instances juridiques internationales comme le Tribunal arbitral du sport de Lausanne en Suisse.

En outre, l'assemblée a décidé de remettre le directeur technique national, Rodolphe Séraphin Linda Yoka, à la disposition du ministère des Sports et de l'éducation physique pour insuffisance de résultats et du fait que le rapport technique des Jeux africains jusque-là n'est pas élaboré.

Rappelons que cette assemblée générale extraordinaire a connu la participation des délégués venus de plusieurs départements du pays. Sauf que visiblement, les instances sportives nationales comme le ministère des Sports, le Comité national olympique et sportif congolais n'ont pas été représentées.

Rominique Nerplat Makaya